

Inspeção Superior das Alfândegas do Ultramar**Portaria n.º 16:842**

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, nos termos do 3.º do artigo 150.º da Constituição, que seja posto em vigor nas províncias ultramarinas o Decreto-Lei n.º 39:904, de 13 de Novembro de 1954, que aprova, para adesão, a Convenção sobre trânsito rodoviário e seus anexos e o Protocolo relativo aos países ou territórios

actualmente ocupados, elaborados pela Conferência das Nações Unidas sobre os transportes rodoviários e os transportes automóveis, realizada em Genebra de 23 de Agosto a 19 de Setembro de 1949

Ministério do Ultramar, 22 de Agosto de 1958. — O Ministro do Ultramar, *Vasco Lopes Alves*.

Para ser publicada no «*Boletim Oficial*» de todas as províncias ultramarinas. — *Lopes Alves*.

(D. G. n.º 181, de 22-8-1958. I Série).

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS**Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares****Decreto-Lei n.º 39:904**

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. São aprovados, para adesão, a Convenção sobre trânsito rodoviário, e seus anexos, e o Protocolo relativo aos países ou territórios actualmente ocupados, elaborados pela Conferência das Nações Unidas sobre os transportes rodoviários e os transportes automóveis, realizada em Genebra de 23 de Agosto a 19 de Setembro de 1949, cujo texto em francês e na respectiva tradução portuguesa é o seguinte:

Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles**Convention sur la circulation routière**

Les Etats Contractants, désireux de favoriser le développement de la circulation routière internationale et d'en assurer la sécurité, en établissant des règles uniformes à cet effet,

Sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE PREMIER**Généralités****ARTICLE PREMIER**

1. Les Etats Contractants, tout en conservant le droit de réglementer l'usage de leurs routes, conviennent que lesdites routes serviront à la circulation internationale dans les conditions prévues par la présente Convention.

2. Les Etats Contractants ne seront pas tenus d'accorder le bénéfice des dispositions de la présente Convention aux automobiles, remorques ou conducteurs qui seront restés sans interruption sur leur territoire pendant une période dépassant un an.

ARTICLE 2

1. Les annexes à la présente Convention sont considérées comme parties intégrantes de la Convention, étant entendu toutefois que tout Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la Convention, ou y adhérera, ou à tout autre moment par la suite, déclarer qu'il exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

2. Tout Etat pourra, à tout moment, notifier au secrétaire général des Nations Unies qu'à dater de ladite notification, il sera lié par les annexes 1 et 2 précédemment exclues par lui conformément au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 3

1. Les mesures que tous les Etats Contractants ou certains d'entre eux ont convenu ou conviendront à l'avenir de mettre en vigueur en vue de faciliter la circulation routière internationale, en simplifiant les formalités douanières, de police, sanitaires ou autres, seront considérées, de comme conformes à l'objet de la présente Convention.

2. a) Tout Etat Contractant pourra exiger le dépôt d'une garantie pour assurer le paiement de tous droits ou taxes d'entrée qui, en l'absence de cette garantie, seraient perçus à l'importation de toute automobile admise à la circulation internationale.

b) Les Etats Contractants accepteront, pour l'application du présent article, la garantie d'une organisation établie sur leur propre territoire et affiliée à une association internationale ayant délivré un titre douanier international valable pour l'automobile (tel qu'un carnet de passages en douane).

3. En vue de l'accomplissement des formalités prévues par la présente Convention, les Etats Contractants s'efforceront de faire coïncider les heures d'ouverture des bureaux et des postes de douanes correspondants sur une même route internationale.

ARTICLE 4

1. Pour l'application des dispositions de la présente Convention:

Le terme «circulation internationale» désigne toute circulation impliquant le franchissement d'une frontière au moins;

Le terme «route» désigne toute voie publique ouverte à la circulation des véhicules;

Le terme «chaussée» désigne la partie de la route normalement utilisée pour la circulation des véhicules;

Le terme «voie» désigne l'une quelconque des subdivisions de la chaussée, ayant une largeur suffisante pour permettre la circulation d'une file de véhicules;

Le terme «conducteur» désigne toutes personnes qui assurent la direction de véhicules, y compris les cycles, guident des animaux de trait, de charge, de selle, des troupeaux sur une route, ou qui en ont la maîtrise effective;

Le terme «automobile» désigne tous véhicules pourvus d'un dispositif mécanique de propulsion circulant sur la route par leurs moyens propres, autres que ceux qui se déplacent sur rails ou sont reliés à un conducteur électrique, et servant normalement au transport de personnes ou de marchandises. Tout Etat lié par l'annexe 1 exclura de cette définition les cycles à moteur auxiliaires présentant les caractéristiques qui sont déterminées dans ladite annexe;

Le terme «véhicule articulé» désigne toute automobile suivie d'une remorque sans essieu avant, accouplée de telle manière qu'une partie de la remorque repose sur le véhicule tracteur et qu'une partie appréciable du poids de cette remorque et de son chargement soit supportée par le tracteur. Une telle remorque est dénommée «semi-remorque»;

Le terme «remorque» désigne tout véhicule destiné à être attelé à une automobile;

Le terme «cycle» désigne tout cycle non pourvu d'un dispositif automoteur. Tout Etat lié par l'annexe 1 inclura dans la présente définition les cycles à moteur auxiliaire présentant les caractéristiques qui sont déterminées dans ladite annexe;

Le terme «poids en charge» d'un véhicule désigne le poids du véhicule à l'arrêt et en ordre de marche ainsi que de son chargement, y compris le poids du conducteur et de toutes autres personnes transportées en même temps;

Le terme «charge maximum» désigne le poids du chargement déclaré admissible par l'autorité compétente du pays d'immatriculation du véhicule;

Le terme «poids maximum autorisé» d'un véhicule désigne le poids du véhicule en ordre de marche et de la charge maximum.

ARTICLE 5

La présente Convention ne doit pas être interprétée comme autorisant le transport de personnes contre rémunération ou de marchandises autres que les bagages personnels des occupants des véhicules, étant entendu que cette matière, ainsi que toutes autres non visées à la présente Convention demeurent du ressort de la législation nationale, sous réserve de l'application d'autres conventions ou accords internationaux.

CHAPITRE II

Règles applicables à la circulation routière

ARTICLE 6

Chacun des Etats Contractants prendra toutes mesures appropriées pour assurer l'observation des règles énoncées au présent chapitre.

ARTICLE 7

Tous les conducteurs, piétons et autres usagers de la route doivent se comporter de façon à ne pas constituer un danger ou une gêne pour la circulation. Ils doivent éviter de causer un dommage aux personnes ou aux propriétés publiques ou privées.

ARTICLE 8

1. Tout véhicule ou ensemble de véhicules couplés marchant isolément doit avoir un conducteur.

2. Les animaux et les bêtes de trait, de charge ou de selle doivent avoir un conducteur et, sauf dans les zones exceptionnelles signalisées à leurs point d'entrée, les bestiaux doivent être accompagnés.

3. Les convois de véhicules ou d'animaux doivent avoir le nombre de conducteurs prévu par la législation nationale.

4. Les convois doivent, le cas échéant, être fractionnés en tronçons de longueur modérée et séparés des suivants par des intervalles suffisamment grands pour assurer la commodité de la circulation. Cette disposition n'est pas applicable dans les régions où ont lieu des migrations de tribus nomades.

5. Les conducteurs doivent constamment avoir le contrôle de leur véhicule ou pouvoir guider leurs animaux. Ils doivent prendre toutes précautions utiles pour la sécurité d'autres usagers lorsqu'ils s'en approchent.

ARTICLE 9

1. Tous les véhicules circulant dans le même sens doivent être maintenus sur le même côté de la route, le sens de la circulation dans un pays devant être uniforme sur toutes les routes. La réglementation nationale concernant la circulation à sens unique est réservée.

2. En règle générale et toutes les fois que les prescriptions de l'article 7 l'exigent, tout conducteur doit:

a) Sur les chaussées comportant deux voies et prévues pour la circulation dans les deux sens, maintenir son véhicule sur la voie affectée au sens de sa marche;

b) Sur les chaussées comportant plus de deux voies, maintenir son véhicule sur la voie la plus rapprochée du bord de la chaussée dans le sens de sa marche.

3. Les animaux doivent être maintenus le plus près possible du bord de la route dans les conditions prévues par la législation nationale.

ARTICLE 10

Tout conducteur de véhicules doit rester constamment maître de sa vitesse et conduire d'une manière raisonnable et prudente. Il doit ralentir ou s'arrêter toutes les fois que les circonstances l'exigent, notamment lorsque la visibilité n'est pas bonne.

ARTICLE 11

1. Tout conducteur doit, pour croiser ou se laisser dépasser, se tenir le plus près possible du bord de la chaussée, sur la voie affectée au sens de sa marche. Le dépassement des véhicules et des animaux doit être effectué, soit à la droite, soit à la gauche de ceux-ci, suivant le sens de la circulation observé dans le pays intéressé. Ces règles sont toutefois réservées à l'égard des tramways et des trains sur routes ainsi que sur certaines routes de montagne.

2. A l'approche de tout véhicule ou animal accompagné, tout conducteur doit:

a) Dans le cas où un véhicule ou des animaux accompagnés le croisent, réserver la place suffisante à leur passage;

b) Dans le cas où un véhicule s'apprête à le dépasser, serrer le plus près possible le bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation et ne pas accélérer son allure.

3. Tout conducteur qui veut effectuer un dépassement doit s'assurer qu'il dispose de l'espace suffisant pour le faire et que la visibilité à l'avant le permet sans danger. Après le

dépassement, il doit ramener son véhicule vers la droite ou la gauche, suivant le sens de la circulation observé dans le pays intéressé, mais seulement après s'être assuré qu'il peut le faire sans inconvénient pour le véhicule, le piéton ou l'animal dépassé.

ARTICLE 12

1. Tout conducteur abordant une bifurcation, une croisée de chemins, un carrefour ou un passage à niveau, doit faire preuve d'une prudence spéciale afin d'éviter tout accident.

2. La priorité de passage peut être accordée aux intersections sur certaines routes ou portions de routes. Cette priorité est matérialisée par l'aposition de signaux. Tout conducteur abordant une telle route ou portion de route à priorité est tenu de céder le passage aux conducteurs qui circulent sur cette route.

3. Les dispositions de l'annexe 2, relative à la priorité de passage aux intersections non visées au paragraphe 2 du présent article, sont applicables par les Etats liés par ladite annexe.

4. Tout conducteur, avant de s'engager sur une autre route, doit:

a) S'assurer qu'il peut effectuer sa manœuvre sans danger pour les autres usagers;

b) Indiquer clairement son intention;

c) Serrer le plus possible le bord de la chaussée correspondant au sens de sa marche, s'il l'intention de quitter la route en tournant de ce côté;

d) Serrer le plus possible l'axe de la chaussée, s'il veut quitter la route en tournant de l'autre côté, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 16:

e) En aucun cas, ne gêner la circulation venant en sens inverse.

ARTICLE 13

1. Lorsque les véhicules ou animaux sont arrêtés sur la route, ils doivent être rangés aussi près que possible du bord de la chaussée, s'ils ne peuvent l'être en dehors de celle-ci. Les conducteurs ne doivent quitter les véhicules ou les animaux qu'après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter un accident.

2. Les véhicules et les animaux ne doivent pas stationner là où ils constitueraient un danger ou une gêne, notamment à l'angle de deux voies, dans un virage, au sommet d'une côte ou à proximité de ceux-ci.

ARTICLE 14

Toutes précautions utiles doivent être prises pour que le chargement d'un véhicule ne puisse être une cause de dommage ou de danger.

ARTICLE 15

1. Dès la tombée du jour et pendant la nuit, ou lorsque les conditions atmosphériques l'exigent, tout véhicule ou ensemble de véhicules couplés se trouvant sur une route doit avoir au moins un feu blanc dirigé vers l'avant et au moins un feu rouge dirigé vers l'arrière.

Lorsqu'un véhicule, autre qu'un cycle ou qu'un motocycle sans side-car, est muni d'un seul feu blanc avant, celui-ci doit être placé du côté des véhicules venant en sens inverse.

Dans les pays où deux feux blancs avant sont imposés, ceux-ci doivent être placés à droite et à gauche du véhicule.

Le feu rouge peut être produit, soit par un dispositif distinct de celui qui produit le ou les feux blancs vers l'avant, soit par le même dispositif lorsque la faible longueur et les dispositions, du véhicule le permettent.

2. En aucun cas un véhicule ne fera usage d'un feu rouge dirigé vers l'avant ou d'un feu blanc dirigé vers l'arrière; il ne devra pas davantage être muni de dispositifs réfléchissants rouges à l'avant, blancs à l'arrière. La prescription ne s'applique pas aux feux blancs ou jaunes de marche arrière lorsque la législation nationale du pays d'immatriculation du véhicule permet l'emploi de ces feux.

3. Les feux et les catadioptres doivent signaler efficacement le véhicule aux autres usagers de la route.

4. Tout Etat Contractant ou l'une de ses subdivisions peut, sous réserve que toutes mesures seront prises pour garantir les conditions normales de sécurité de la circulation, exempter des dispositions du présent article:

a) Les véhicules employés à des fins ou dans des conditions particulières;

b) Certains véhicules de forme ou de nature particulières;

c) Les véhicules stationnés sur une route dont l'éclairage est suffisant.

ARTICLE 16

1. Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux trolleybus.

2. a) Les cyclistes sont tenus de circuler sur les pistes cyclables lorsqu'un signal spécial les y invite ou lorsque la réglementation nationale leur en impose l'obligation.

b) Les cyclistes doivent se mettre en file simple dans tous les cas où les conditions de circulation l'exigent et, sauf dans les cas exceptionnels prévus par la réglementation nationale, ils ne doivent jamais rouler à plus de deux de front sur la chaussée.

c) Il est interdit aux cyclistes de se faire remorquer par un véhicule.

d) Le règle énoncée à l'article 12, paragraphe 4, alinéa d), ne s'appliquera pas aux cyclistes dans les pays où la réglementation nationale en dispose autrement.

CHAPITRE III

Signalisation

ARTICLE 17

1. Afin d'assurer l'homogénéité de la signalisation, les signes et signaux adoptés dans chaque Etat Contractant seront, autant que possible, les seuls placés sur les routes de cet Etat. Dans le cas où il serait nécessaire d'introduire quelque nouveau signal, celui-ci devrait, par ses caractéristiques de forme et de couleur, ainsi que par la nature du symbole éventuellement employé, entrer dans le système en vigueur dans cet Etat.

2. Le nombre des signaux réglementaires sera limité au minimum nécessaire. Ils ne seront implantés qu'aux endroits où leur présence est indispensable.

3. Les signaux de danger doivent être implantés à une distance suffisante des obstacles pour les annoncer efficacement aux usagers.

4. L'aposition sur un signal réglementaire de toute inscription étrangère à l'objet de celui-ci et de nature à en diminuer la visibilité ou à en altérer le caractère ne sera pas autorisée.

5. Tous panneaux ou inscriptions qui pourraient prêter à confusion avec les signaux réglementaires ou rendre leur lecture plus difficile ne seront pas autorisés.

CHAPITRE IV

Dispositions applicables aux automobiles et aux remorques en circulation internationale

ARTICLE 18

1. Pour bénéficier des dispositions de la présente Convention, toute automobile doit être immatriculée par un Etat Contractant ou une de ses subdivisions conformément à sa législation.

2. Il est délivré au demandeur, soit par l'autorité compétente, soit par une association habilitée à cet effet, un certificat d'immatriculation comport au moins le numéro d'ordre dit numéro d'immatriculation, le nom ou la marque du constructeur du véhicule, le numéro de fabrication ou le numéro de série du constructeur, la date de première mise en circulation, ainsi que le nom, le ou les prénoms et le domicile du demandeur dudit certificat.

3. Les certificats d'immatriculation délivrés dans les conditions susvisées seront acceptés dans tous Etats Contractants comme attestant leur teneur jusqu'à preuve du contraire.

ARTICLE 19

1. Toute automobile doit porter au moins à l'arrière, inscrit sur une plaque ou sur le véhicule lui-même, le numéro d'immatriculation attribué par l'autorité compétente. Dans le cas d'un véhicule automobile suivi d'une ou de plusieurs remorques, la remorque unique ou la dernière remorque doit porter le numéro d'immatriculation du véhicule tracteur ou un numéro d'immatriculation propre.

2. La composition et les conditions d'apposition du numéro d'immatriculation sont déterminées à l'annexe 3.

ARTICLE 20

1. Toute automobile doit, outre le numéro d'immatriculation, porter à l'arrière, inscrit sur une plaque ou sur le véhicule lui-même, un signe distinctif du lieu d'immatriculation de ce véhicule. Ce signe est l'indicatif, soit d'un Etat, soit d'une territoire constituant une unité distincte du point de vue de l'immatriculation. Dans le cas d'un véhicule suivi d'une ou de plusieurs remorques, le signe distinctif doit être répété à l'arrière de la remorque unique ou de la dernière remorque.

2. La composition et les conditions d'apposition du signe distinctif sont déterminées à l'annexe 4.

ARTICLE 21

Toute automobile et toute remorque doivent porter les marques d'identification déterminées à l'annexe 5.

ARTICLE 22

1. Les automobiles et leurs remorques doivent être en bon état de marche et en condition de fonctionnement tel qu'elles ne puissent constituer un danger pour les conducteurs, les occupants du véhicule et les autres usagers de la route, ni causer un dommage aux propriétés publiques ou privées.

2. En outre, les automobiles et les remorques et leur équipement répondre aux conditions prévues à l'annexe 6 et leurs conducteurs doivent observer les prescriptions de cette annexe.

3. Les dispositions du présent article sont applicables aux trolleybus.

ARTICLE 23

1. Les dimensions et poids maxima des véhicules admis à circuler sur les routes d'un Etat Contractant ou de l'une de ses subdivisions sont fixés par la législation nationale. Sur certaines routes désignées par les Etats Contractants à des accords régionaux, ou à défaut par un Etat Contractant, les dimensions et poids maxima autorisés seront ceux fixés dans l'annexe 7.

2. Les dispositions du présent article sont applicables aux trolleybus.

CHAPITRE V

Conducteurs d'automobiles en circulation internationale

ARTICLE 24

1. Chaque Etat Contractant autorisera tout conducteur qui pénètre sur son territoire et qui remplit les conditions prévues à l'annexe 8, à conduire sur ces routes, sans nouvel examen, des automobiles de la catégorie ou des catégories définies aux annexes 9 et 10, pour lesquelles un permis de conduire valable lui a été délivré, après qu'il a fait preuve de son aptitude, par l'autorité compétente d'un autre Etat Contractant ou d'une de ses subdivisions, ou par une association habilitée par cette autorité.

2. Toutefois, un Etat Contractant pourra exiger d'un conducteur qui pénètre sur son territoire qu'il soit porteur d'un permis international de conduire conforme au modèle contenu à l'annexe 10, en particulier s'il s'agit d'un conducteur venant d'un pays où un permis de conduire national n'est pas exigé ou dans lequel le permis national qui est délivré n'est pas conforme au modèle contenu à l'annexe 9.

3. Le permis international de conduire sera délivré par l'autorité compétente d'un Etat Contractant ou d'une de ses subdivisions ou par une association habilitée par cette autorité sous le sceau ou le cachet de l'autorité ou de l'association après que le conducteur aura fait preuve de son aptitude. Il permet de conduire, sans nouvel examen, et dans tous les Etats Contractants, les véhicules automobiles entrant dans les catégories pour lesquelles il aura été délivré.

4. Le droit de faire usage des permis de conduire tant nationaux qu'internationaux peut être refusé s'il est évident que les conditions prescrites pour leur délivrance ne sont plus remplies.

5. Un Etat Contractant ou une de ses subdivisions ne peut retirer à un conducteur le droit de faire usage d'un des permis visés ci-dessus que si ce dernier a commis une infraction à la réglementation nationale en matière de circulation susceptible d'entraîner le retrait du permis de conduire en vertu de la législation dudit Etat Contractant. En pareil cas, l'Etat Contractant ou celle de ses subdivisions qui a retiré l'usage du permis pourra se faire remettre le permis et le conserver jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel l'usage de ce permis est retiré au conducteur, ou jusqu'au moment où ce dernier quittera le territoire de cet Etat Contractant, si son départ est antérieur à l'expiration dudit délai. L'Etat ou sa subdivision pourra porter sur le permis une mention du retrait ainsi effectué et communiquer les nom et adresse du conducteur à l'autorité qui a délivré le permis.

6. Pendant une période de cinq années à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout conducteurs admis à la circulation internationale en vertu des dispositions de la Convention internationale relative à la circulation automobile signée à Paris, le 24 avril 1926, ou de la Convention sur la réglementation de la circulation automobile interamé-

ricaine ouverte à la signature à Washington, le 15 décembre 1943, et possédant les documents exigés par celles-ci, sera considéré comme satisfaisant aux conditions prévues au présent article.

ARTICLE 25

Les Etats Contractants s'engagent à se communiquer réciproquement les renseignements propres à établir l'identité des personnes titulaires d'un permis national ou international de conduire lorsqu'elles sont passibles d'une pénalité pour infraction à la réglementation de la circulation. Ils se communiqueront de même les renseignements propres à établir l'identité du propriétaire ou de la personne au nom de laquelle tout véhicule étranger qui a été l'occasion d'un accident grave a été immatriculé.

CHAPITRE VI

Dispositions applicables aux cycles circulant internationalement

ARTICLE 26

Les cycles doivent être pourvus des dispositifs suivants:

- a) Au moins un frein efficace;
- b) Un appareil avertisseur sonore constitué par un timbre susceptible d'être entendu à distance suffisante, à l'exclusion de tout autre avertisseur sonore;
- c) Un feu blanc ou jaune dirigé vers l'avant, ainsi qu'un feu rouge ou un dispositif réfléchissant dirigé vers l'arrière, dès la tombée du jour et pendant la nuit, ou lorsque les conditions l'exigent.

CHAPITRE VII

Clauses finales

ARTICLE 27

1. La présente Convention sera ouverte, jusqu'au 31 décembre 1949, à la signature de tous les Etats Membres des Nations Unies et de tout Etat invité à participer à la Conférence sur les transports routiers et les transports automobiles tenue à Genève en 1949.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général des Nations Unies.

3. A partir du 1^{er} janvier 1950, les Etats mentionnés au paragraphe 1 de cet article qui n'auront pas signé la présente Convention ainsi que tout autre Etat désigné à cet effet par une résolution du Conseil Economique et Social pourront adhérer à la présente Convention. Celle-ci sera également ouverte à l'adhésion au nom de tout Territoire sous tutelle dont l'administration est confiée aux Nations Unies.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du secrétaire général des Nations Unies.

ARTICLE 28

1. Tout Etat pourra, lors de la signature, de la ratification ou de l'adhésion ou à tout autre moment, par la suite, déclarer par notification adressée au secrétaire général des Nations Unies, que les dispositions de la présente Convention seront applicables à tout territoire dont il assure les relations internationales. Ces dispositions deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification trente jours après la date à laquelle le secrétaire général aura reçu ladite notification, ou, si la Convention n'est pas alors entrée en vigueur, au moment de son entrée en vigueur.

2. Lorsque les circonstances le permettent, tout Etat contractant s'engage à prendre le plus tôt possible les mesures nécessaires pour étendre l'application de la présente Convention aux territoires dont il assure les relations internationales, sous réserve, si des raisons constitutionnelles l'exigent, du consentement des gouvernements de ces territoires.

3. Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article concernant l'application de la présente Convention à un territoire dont il assure les relations internationales pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au secrétaire général, que la présente Convention cessera d'être applicable au territoire désigné dans la notification. Un an à partir de la date de la notification, la Convention cessera d'être applicable au territoire visé.

ARTICLE 29

La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion. Pour chaque Etat qui la ratifiera ou y adhérera après cette date, la présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit Etat.

Le secrétaire général des Nations Unies notifiera la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à chacun des Etats signataires ou adhérents ainsi qu'aux autres Etats qui ont été invités à participer à la Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles.

ARTICLE 30

La présente Convention abroge et remplace, dans les relations entre les parties contractantes, la Convention internationale relative à la circulation automobile et la Convention internationale relative à la circulation routière signées à Paris, le 24 avril 1926, ainsi que la Convention sur la réglementation de la circulation automobile interaméricaine ouverte à la signature à Washington, le 15 décembre 1943.

ARTICLE 31

1. Tout amendement à la présente Convention proposé par un Etat Contractant sera déposé auprès du secrétaire général des Nations Unies, qui en communiquera le texte à tous les Etats Contractants auxquels il demandera en même temps de faire connaître dans les quatre mois:

- a) S'ils désirent qu'une conférence soit convoquée pour étudier l'amendement proposé;
- b) Ou s'ils sont d'avis d'accepter l'amendement proposé sans qu'une conférence se réunisse;
- c) Ou s'ils sont d'avis de rejeter l'amendement proposé sans la convocation d'une conférence.

L'amendement proposé devra également être transmis par le secrétaire général à tous les Etats autres que les Etats Contractants qui ont été invités à participer à la Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles.

2. Le secrétaire général convoquera une conférence des Etats Contractants en vue d'étudier l'amendement proposé au cas où la convocation d'une conférence serait demandée:

- a) Par un quart au moins des Etats Contractants, lorsqu'il s'agit d'un amendement proposé aux parties de la Convention autres que les annexes;
- b) Par un tiers au moins des Etats Contractants, lorsqu'il s'agit d'un amendement proposé à une annexe autre que les annexes 1 et 2;

c) Lorsqu'il s'agit des annexes 1 et 2, par un tiers au moins des Etats liés par l'annexe à laquelle l'amendement est proposé.

Le secrétaire général invitera à cette conférence les Etats autres que les Etats Contractants qui ont été invités à participer à la Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles ou dont le Conseil Economique et Social estimera la présence souhaitable.

Ces dispositions ne s'appliqueront pas lorsqu'un amendement à la Convention aura été adopté conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article.

3. Tout amendement à la présente Convention qui sera adopté par la conférence à la majorité des deux tiers sera communiqué à tous les Etats Contractants pour acceptation. Quatre-vingt-dix jours après son acceptation par les deux tiers des Etats Contractants, tout amendement à la Convention autre qu'un amendement aux annexes 1 et 2 entrera en vigueur pour tous les Etats Contractants à l'exception de ceux qui déclareront, avant la date de son entrée en vigueur, qu'ils ne l'adoptent pas.

Pour l'entrée en vigueur de tout amendement aux annexes 1 et 2, la majorité exigée sera des deux tiers des Etats liés par l'annexe amendée.

4. Lors de l'adoption d'un amendement à la présente Convention autre qu'un amendement aux annexes 1 et 2, la Conférence pourra décider, à la majorité des deux tiers, que la nature de cet amendement est telle que tout Etat Contractant qui aura déclaré ne pas l'accepter et qui ne l'acceptera pas dans un délai de douze mois après son entrée en vigueur cessera, à l'expiration de ce délai, d'être partie à la Convention.

5. Au cas où les deux tiers au moins des Etats Contractants informeraient le secrétaire général, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article, qu'ils sont d'avis d'adopter l'amendement sans qu'une conférence se réunisse, notification de leur décision sera adressée par le secrétaire général à tous les Etats Contractants. L'amendement prendra effet dans un délai de quatre-vingt-dix jours à dater de cette notification à l'égard de tous les Etats Contractants à l'exception des Etats qui, dans ce délai, notifieront au secrétaire général qu'ils s'y opposent.

6. En ce qui concerne les amendements aux annexes 1 et 2 et les amendements autres que ceux visés au paragraphe 4 du présent article, la disposition originale restera en vigueur à l'égard de tout Etat Contractant qui aura fait la déclaration prévue au paragraphe 3 ou l'opposition prévue au paragraphe 5.

7. L'Etat Contractant qui aura fait la déclaration prévue au paragraphe 3 du présent article ou qui aura fait opposition à un amendement conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article pourra à tout moment retirer cette déclaration ou cette opposition par notification faite au secrétaire général. L'amendement prendra effet à l'égard de cet Etat au reçu de ladite notification par le secrétaire général.

ARTICLE 32

La présente Convention pourra être dénoncée au moyen d'un préavis d'une année donné au secrétaire général des Nations Unies qui notifiera cette dénonciation à chaque Etat signataire ou adhérent. A l'expiration de ce délai d'un an, la Convention cessera d'être en vigueur pour l'Etat Contractant qui l'aura dénoncée.

ARTICLE 33

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats Contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention que les parties n'auraient pu régler par voie de négociations ou par un autre mode de règlement pourra être porté, à la requête d'un quelconque des Etats Contractants intéressés, devant la Cour Internationale de Justice pour être tranché par elle.

ARTICLE 34

Aucune disposition de la présente Convention ne devra être interprétée comme interdisant à un Etat Contractant de prendre les mesures compatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et limitées aux exigences de la situation qu'il estime nécessaires pour assurer sa sécurité extérieure ou intérieure.

ARTICLE 35

1. Outre les notifications prévues à l'article 29 et aux paragraphes 1, 3 et 5 de l'article 31 ainsi qu'à l'article 32, le secrétaire général notifiera aux Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 27:

a) Les déclarations par lesquelles les Etats Contractants excluent l'annexe 1, l'annexe 2 ou l'une et l'autre de l'application de la Convention, conformément au paragraphe 1 de l'article 2;

b) Les déclarations par lesquelles un Etat Contractant notifie sa décision d'être lié par l'annexe 1, l'annexe 2 ou par l'une et l'autre, conformément au paragraphe 2 de l'article 2;

c) Les signatures, ratifications et adhésions en vertu de l'article 27;

d) Les notifications au sujet de l'application territoriale de la Convention en exécution de l'article 28;

e) Les déclarations par lesquelles les Etats acceptent les amendements à la Convention, conformément au paragraphe 3 de l'article 31;

f) L'opposition aux amendements à la Convention notifiée par les Etats au secrétaire général, conformément au paragraphe 5 de l'article 31;

g) La date d'entrée en vigueur des amendements à la Convention, conformément aux paragraphes 3 et 5 de l'article 31;

h) La date à laquelle un Etat aura cessé d'être partie à la Convention, conformément au paragraphe 4 de l'article 31;

i) Le retrait de l'opposition à un amendement en vertu du paragraphe 7 de l'article 31;

j) La liste des Etats liés par les amendements à la Convention;

k) Les dénonciations de la Convention, conformément à l'article 32;

l) Les déclarations que la Convention a cessé d'être applicable à un territoire, conformément au paragraphe 3 de l'article 28;

m) Les notifications au sujet de lettres distinctives faites par des Etats, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'annexe 4.

2. L'original de la présente Convention sera déposé auprès du secrétaire général, qui en transmettra des copies certifiées conformes aux Etats visés au paragraphe 1 de l'article 27.

3. Le secrétaire général est autorisé à enregistrer la présente Convention au moment de son entrée en vigueur.

En foi de quoi les représentants soussignés, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, le 19 septembre 1949.

Afghanistan:

Albanie:

Argentine:

Australie:

Autriche:

Herman Dahlen.

Belgique:

F. Blondeel.

Bolivie:

Brésil:

Bulgarie:

Birmanie:

République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Canada:

Chili:

Chine:

Colombie:

Costa Rica:

Cuba:

Tchécoslovaquie:

Excluding, in accordance with article 2, paragraph 1, of this Convention, annex 2 from the application of the Convention.

V. Outrata. — December 28th, 1949.*

Traduction du Secrétariat des Nations Unies:

* Excluant l'annexe 2 de l'application de la Convention, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention.

Danemark:

K. Bang.

A. Blom-Andersen.

Subject to a declaration made in accordance with paragraph 1 of article 2 of this Convention, excluding annex 1 from its application of the Convention.*

République Dominicaine:

T. F. Franco.

En déclarant exclure, conformément à l'article 2, paragraphe 1, de la présente Convention, les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention et en renouvelant la réserve concernant le paragraphe 2 de l'article premier de la Convention faite déjà en séance plénière.

Equateur:

Egypte:

A. K. Safwat.

Salvador:

Ethiopie:

Finlande:

France:

Lucien Hubert.

Se référant à l'annexe 6, chiffre IV, alinéa b), le Gouvernement français déclare qu'il ne peut admettre qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur et qu'il n'en admettra pas derrière un véhicule articulé. — *L. H.*

Grèce:

Guatemala:

Haïti:

Honduras:

Hongrie:

Islande:

Inde:

N. Raghavan Pillai.

Subject to a declaration made in accordance with paragraph 1 of article 2 of this Convention, excluding annexes 1 and 2 from its application of the Convention.**

Traduction du Secrétariat des Nations Unies:

* Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention et visant à exclure l'annexe 1 de l'application de la Convention.

** Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention et visant à exclure les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

Iran:	Suède:
Irak:	<i>Gösta Hall.</i>
Irlande:	Subject to a declaration made in accordance
Israel:	with paragraph 1 of article 2 of this Conven-
<i>M. Kahany.</i>	tion, excluding annex 1 from its application
<i>M. Lubarsky.</i>	of the Convention.*
Italie:	Suisse:
<i>M. Enrico Mellini.</i>	<i>Heinrich Rothmann.</i>
Liban:	<i>Robert Pluniez.</i>
Sous réserve de ratification:	<i>Paul Gottret.</i>
<i>J. Mikaoui.</i>	Syrie:
Libéria:	Thaïlande:
Luxembourg:	Transjordanie:
<i>R. Logelin.</i>	Turquie:
Mexique:	République Socialiste Soviétique d'Ukraine:
Pays-Bas:	Union Sud-Africaine:
<i>J. J. Oyevaar.</i>	<i>R. Brune.</i>
Nouvelle-Zélande:	Subject to a declaration made in accordance
Nicaragua:	with paragraph 1 of article 2 of this Conven-
Norvège:	tion, excluding annexes 1 and 2 from its
<i>Axel Ronning.</i>	application of the Convention.**
Subject to a declaration made in accordance	Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
with paragraph 1 of article 2 of this Conven-	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du
tion, excluding annex 1 from its application	Nord:
of the Convention.*	<i>C. A. Birtchnell.</i>
Pakistan:	Subject to the reservation in respect of article
Panama:	26 contained in paragraph 7 (d) of the Final
Paraguay:	Act of the Conference on Road and Motor
Pérou:	Transport and subject to a declaration made
Philippines:	in accordance with paragraph 1 of article 2
<i>Rodolfo Maslog.</i>	of this Convention, excluding annexes 1 and
Subject to a declaration made in accordance	2 from its application of the Convention.***
with paragraph 1 of article 2 of this Con-	Etats-Unis d'Amérique:
vention, excluding annex 1 from its applica-	<i>Henry H. Kelly.</i>
tion.*	<i>Herbert S. Fairbank.</i>
Pologne:	Uruguay:
Portugal:	Venezuela:
Roumanie:	Yémen:
Arabie Saoudite.	Yougoslavie:
	<i>Ljub. Komnenovic.</i>

Traduction du Secrétariat des Nations Unies.

* Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention et visant à exclure l'annexe 1 de l'application de la Convention.

Traduction du Secrétariat des Nations Unies:

* Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention et visant à exclure l'annexe 1 de l'application de la Convention.

** Sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention et visant à exclure les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

*** Compte tenu de la réserve sur l'article 26, mentionnée au paragraphe 7 d) de l'Acte final de la Conférence sur les transports routiers et les transports automobiles et sous réserve d'une déclaration faite conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la présente Convention et visant à exclure les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.

ANNEXE 1

Disposition additionnelle relative à la définition des automobiles et des cycles

Les cycles pourvus d'un moteur auxiliaire thermique d'une cylindrée maximum de 50 cm³ (3,05 cu. in.) ne sont pas considérés comme des automobiles, à condition qu'ils conservent toutes les caractéristiques normales des cycles quant à leur structure.

ANNEXE 2

Priorité

1. Lorsque deux véhicules s'approchent simultanément d'une intersection de routes par de routes dont l'une ne jouit pas de la priorité sur l'autre, le véhicule venant par la gauche dans les pays où le sens de la circulation est à droite, par la droite dans les pays où le sens de la circulation est à gauche, est tenu de céder le passage à l'autre véhicule.

2. La priorité est toutefois réservée à l'égard des tramways et des trains sur route.

ANNEXE 3

Numéro d'immatriculation des véhicules en circulation internationale

1. Numéro d'immatriculation de tout véhicule doit être composé, soit de chiffres, soit de chiffres et de lettres. Les chiffres doivent être des chiffres arabes, tels qu'ils sont en usage dans les documents des Nations Unies; les lettres doivent être en caractères latins. Il est toutefois permis d'employer d'autres chiffres et caractères, mais en pareil cas les mentions doivent être répétées dans les chiffres et les caractères visés ci-dessus.

2. Le numéro doit être lisible de jour par temps clair à une distance de 20 m (65 pieds).

3. Dans le cas où le numéro d'immatriculation est apposé sur une plaque spéciale, cette plaque doit être fixée dans une position sensiblement verticale et perpendiculairement au plan longitudinal de symétrie du véhicule lui-même. Lorsque le numéro est fixé ou peint sur le véhicule lui-même, il faut que ce soit sur une surface verticale ou sensiblement verticale de la face arrière du véhicule.

4. Le numéro d'immatriculation arrière doit être éclairé ainsi qu'il est prescrit à l'annexe 6.

ANNEXE 4

Signe distinctif des véhicules en circulation internationale

1. Le signe distinctif doit être composé d'une à trois lettres en caractères latins majuscules. Les lettres ont au minimum une hauteur de 80 mm (3,1 pouces) et leurs traits une épaisseur d'au moins 10 mm (0,4 pouce). Les lettres sont peintes en noir sur un fond blanc de forme elliptique dont l'axe principal est horizontal.

2. Si le signe distinctif comporte trois lettres, les dimensions de l'ellipse sont au moins de 240 mm (9,4 pouces) de largeur sur 145 mm (5,7 pouces) de hauteur. Ces dimensions peuvent être réduites à 175 mm (6,9 pouces) de largeur et 115 mm (4,5 pouces) de hauteur si de le signe comporte moins de trois lettres.

En ce qui concerne les signes distinctifs des motocycles, les dimensions de l'ellipse, que le signe comporte une, deux ou trois lettres, peuvent être réduites à 175 mm (6,9 pouces) de largeur et 115 mm (4,5 pouces) de hauteur.

3. Les lettres distinctives pour les différents Etats et territoires sont les suivantes*:

Australie	AUS
Autriche	A
Belgique	B
Congo belge.	CB
Bulgarie	BG
Chili	RCH
Tchécoslovaquie	CS
Danemark	DK
France	F
Algérie, Tunisie, Maroc, Indes françaises	F
Sarre	SA
Inde	IND
Iran	IR
Israël	IL
Italie	I
Liban	RL
Luxembourg	L
Pays-Bas	NL
Norvège	N
Philippines	PI
Pologne	PL
Suède	S
Suisse	CH
Turquie	TR
Union Sud-Africaine.	ZA
Royaume-Uni	GB
Alderney	GBA
Guernesey.	GBG
Jersey	GBJ
Adeu	ADN
Bahama	BS
Bassoutoland	BL
Betchouanaland	BP
Honduras britannique.	BH
Chypre	CY
Gambie	WAG
Gibraltar	GBZ
Côte-de-l'Or	WAC
Hong-Kong	HK
Jamaïque	JA
Johore	JO
Kedah	KD
Kelantan	KL
Kénya	EAK
Labouan	SS
Malacca	SS
Union malaise (Negri-Sembilan, Pahang, Perak, Selangor).	FM
Malte	GBY
Ile Maurice	MS
Nigéria	WAN
Rhodésie du Nord	NR
Nyassaland	NP
Penang	SS
Perlis	PS
Province Wellesley.	SS
Les Seychelles	SY
Sierra Leone	WAL
Somalie anglaise	SP

*Les États énumérés ci-après ont notifié leurs lettres distinctives au secrétaire général après la clôture de la Conférence:

République Dominicaine	DOM
Nicaragua	NIC

Rhodésie du Sud	SR
Souaziland	SD
Tanganyika	EAT
Trengganu	TU
Trinité	TD
Ouganda	EAU
Iles du Vent:	
Grenade	WG
Sainte-Lucie	WL
Saint-Vincent	WV
Zanzibar	EAZ
Etats-Unis d'Amérique	USA
Yugoslavie	YU

Tout Etat qui ne l'aura pas fait précédemment devra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention, ou y adhèrera, notifier au secrétaire général les lettres distinctives qu'il aura choisies.

4. Dans le cas où le signe distinctif est apposé sur une plaque spéciale, cette plaque doit être fixée dans une position sensiblement verticale et perpendiculairement au plan longitudinal de symétrie du véhicule. Dans le cas où le signe est apposé ou peint sur le véhicule lui-même, il faut que ce soit sur une surface verticale ou sensiblement verticale de la face arrière du véhicule.

ANNEXE 5

Marques d'identification des véhicules en circulation internationale

1. Les marques d'identification comprennent:

a) Pour les automobiles:

- i) Le nom ou la marque du constructeur du véhicule;
- ii) Sur le châssis ou, à défaut de châssis, sur la carrosserie, le numéro de fabrication ou le numéro de série du constructeur;
- iii) Sur le moteur, le numéro de fabrication du moteur lorsqu'un tel numéro est apposé par le constructeur;

b) Pour les remorques, soit les indications mentionnées sous i) et ii), soit une marque d'identification attribuée à la remorque par l'autorité compétente.

2. Les marques mentionnées ci-dessus doivent être placées à des endroits accessibles et facilement lisibles; de plus, elles doivent être telles qu'il soit difficile de les modifier ou de les supprimer.

ANNEXE 6

Conditions techniques relatives à l'équipement des automobiles et des remorques en circulation internationale

I. Freinage

a) *Freinage des automobiles autres que les motocycles avec ou sans side-car:*

Toute automobile doit être munie de freins permettant d'en contrôler le mouvement et de l'arrêter d'une façon sûre, rapide et efficace, quelles que soient les conditions de chargement et la déclivité ascendante ou descendante sur laquelle le véhicule se trouve.

Le freinage doit pouvoir être exercé par deux dispositifs agencés de manière que l'un quelconque d'entre eux soit capable, en cas de défaillance de l'autre, d'arrêter le véhicule sur une distance raisonnable.

Dans le présent texte, l'un de ces dispositifs est dénommé «frein de service», l'autre «frein de secours».

Le frein de secours doit pouvoir rester bloqué, même en l'absence du conducteur, par un dispositif à action purement mécanique.

Les roues freinées par chacun des dispositifs doivent être réparties symétriquement par rapport au plan longitudinal de symétrie.

Les surfaces freinées doivent être constamment en liaison avec les roues, sans possibilité de désaccouplement autre que momentanée notamment au moyen de l'embrayage de la boîte de vitesses ou d'une roue libre.

L'un au moins des dispositifs doit agir sur des surfaces freinées fixées aux roues rigidement ou par l'intermédiaire de pièces non susceptibles de défaillance.

b) *Freinage des remorques:*

Toute remorque dont le poids maximum autorisé dépasse 750 kg (1650 livres) doit être munie d'au moins un dispositif de freinage agissant sur des roues réparties symétriquement par rapport au plan longitudinal de symétrie du véhicule et sur la moitié au moins du nombre de roues.

Les dispositions du précédent alinéa sont cependant applicables aux remorques si leur poids maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg (1650 livres), mais est supérieur à la moitié du poids à vide du véhicule tracteur.

Le dispositif de freinage des remorques dont le poids maximum autorisé dépasse 3500 kg (7700 livres) doit pouvoir être actionné par la commande du frein de service du véhicule tracteur; lorsque le poids maximum autorisé de la remorque n'excède pas 3500 kg (7700 livres), son dispositif de freinage peut être actionné par le rapprochement de la remorque et du véhicule tracteur (freinage par inertie).

Le dispositif de freinage doit permettre d'empêcher la rotation des roues de la remorque désaccouplée.

Toute remorque munie de freins doit être équipée d'un dispositif assurant automatiquement l'arrêt en cas de rupture de l'attelage. Cette disposition n'est applicable ni aux remorques de camping à deux roues ni aux remorques légères à bagages dont le poids est supérieur à 750 kg (1650 livres), à condition que ces remorques soient munies, en plus de l'attache principale, d'une attache secondaire qui peut être constituée par une chaîne ou un câble.

c) *Freinage des véhicules articulés et des ensembles:*

i) *Véhicules articulés:*

Les dispositions du paragraphe a) ci-dessus sont applicables à tout véhicule articulé. La semi-remorque doit être pourvue d'au moins un dispositif de freinage actionné par commande du frein de service du véhicule tracteur, lorsque son poids maximum autorisé excède 750 kg (1650 livres).

Le dispositif de freinage de la semi-remorque doit en outre permettre d'empêcher la rotation des roues lorsqu'elle est désaccouplée.

La réglementation nationale pourra prescrire que toute semi-remorque munie de freins soit équipée d'un dispositif de freinage assurant automatiquement l'arrêt en cas de rupture de l'attelage.

ii) *Ensembles:*

Tout ensemble composé d'une automobile et d'une ou plusieurs remorques doit être muni de freins permettant d'en contrôler le mouvement et de l'arrêter d'une façon sûre, rapide et efficace, quelles que soient les conditions de chargement et la déclivité ascendante ou descendante sur laquelle il se trouve.

d) Freinage des motocycles avec ou sans side-car:

Tout motocycle doit être muni de deux dispositifs de freinage commandés à la main ou au pied, et permettant d'en contrôler le mouvement et de l'arrêter d'une façon sûre, rapide et efficace.

II. Eclairage

a) Toute automobile, autre qu'un motocycle, avec ou sans side-car, dont la vitesse en palier peut dépasser 20 km (12 milles) par heure doit être munie d'au moins deux feux-route blancs ou jaunes, placés à l'avant du véhicule, capables d'éclairer efficacement la route la nuit par temps clair sur une distance minimum de 100 m (325 pieds) en avant du véhicule.

b) Toute automobile, autre qu'un motocycle, avec ou sans side-car, dont la vitesse en palier peut dépasser 20 km (12 milles) par heure doit être munie de deux feux-croisement blancs ou jaunes, placés à l'avant du véhicule, capables, en cas de besoin d'éclairer efficacement la route la nuit par temps clair sur une distance minimum de 30 m (100 pieds) en avant du véhicule sans éblouir les autres usagers de la route, quel que soit le sens de la circulation.

Les feux-croisement doivent être employés à l'exclusion des feux-route dans toute circonstance où il est nécessaire ou obligatoire de ne pas éblouir les autres usagers de la route.

c) Tout motocycle, avec ou sans side-car, doit être muni d'au moins un feu-route et d'un feu-croisement, conformes aux stipulations des alinéas *a)* et *b)* ci-dessus. Toutefois, les motocycles pourvus d'un moteur d'une cylindrée maximum de 50 cm³ (3,05 cu. in.) peuvent être dispensés de cette obligation.

d) Toute automobile, autre qu'un motocycle sans side-car, doit être munie à l'avant de deux feux-position blancs. Ces feux doivent être visibles de nuit par temps clair à une distance de 150 m (500 pieds) de l'avant du véhicule sans être éblouissants pour les autres usagers.

Le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal de symétrie du véhicule doit se trouver le plus près possible et en tout cas à moins de 400 mm (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors-tout du véhicule.

Les feux de position doivent être allumés, la nuit, dans tous les cas où l'emploi de ces feux est obligatoire et en même temps que les feux-croisement, si aucun point de la plage éclairante du projecteur de croisement ne se trouve à moins de 400 mm (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors-tout du véhicule.

e) Toute automobile ou toute remorque placée à l'arrière d'un ensemble de véhicules doit être munie à l'arrière d'au moins un feu rouge visible la nuit par temps clair, à une distance de 150 m (500 pieds) de l'arrière du véhicule.

f) Le numéro d'immatriculation arrière de toute automobile ou remorque doit pouvoir être éclairé la nuit de manière à être lisible par temps clair à une distance minimum de 20 m (65 pieds) de l'arrière du véhicule.

g) Le feu ou les feux rouges arrière et le feu du numéro d'immatriculation arrière doivent s'allumer en même temps que l'un quelconque des feux-position, feux-croisement ou feux-route.

h) Toute automobile, autre qu'un motocycle sans side-car, doit être munie de deux catadioptrés rouges, de préférence de forme non triangulaire, placés à l'arrière du véhicule, symétriquement de chaque côté. Le bord extérieur de chacun

de ces catadioptrés doit se trouver le plus près possible et en tout cas à moins de 400 mm (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors-tout du véhicule. Les catadioptrés peuvent être incorporés aux lanternes rouges arrière si ces dernières satisfont à la condition ci-dessus. Ces catadioptrés devront être visibles la nuit par temps clair à une distance d'au moins 100m (325 pieds) lorsqu'ils sont éclairés par deux feux-route.

i) Tout motocycle sans side-car doit être muni d'un catadioptré rouge, de préférence de forme non triangulaire, placé à l'arrière du véhicule, incorporé ou non à la lanterne rouge arrière et satisfaisant à la condition de visibilité fixée à l'alinéa *h)* ci-dessus.

j) Toute remorque ou tout véhicule articulé doit être muni de deux catadioptrés rouges, de préférence de forme triangulaire, placés à l'arrière de véhicule, symétriquement, de chaque côté. Ces catadioptrés doivent être visibles la nuit par temps clair à une distance de 100 m (325 pieds) au moins, lorsqu'ils sont éclairés par deux feux-route.

Lorsque les catadioptrés sont de forme triangulaire, le triangle sera un triangle équilatéral de 150 mm (6 pouces) de côté au moins, dont un sommet sera dirigé vers le haut. L'extrémité extérieure du côté horizontal du triangle doit être le plus près possible et en tout cas à moins de 400 mm (16 pouces) de l'extrémité de la largeur hors-tout du véhicule.

k) Toute automobile, autre qu'un motocycle, ou toute remorque placée à l'arrière d'un ensemble de véhicules, doit être munie à l'arrière d'au moins un feu-stop de couleur rouge ou orange. Ce feu doit s'allumer lors de l'entrée en action du frein de service de l'automobile. Si le feu-stop est de couleur rouge, son intensité lumineuse doit être supérieure à celle du feu rouge arrière lorsqu'il est groupé avec celui-ci ou lui est incorporé. Le feu-stop n'est pas exigé sur les remorques et les semi-remorques lorsque leurs dimensions sont telles que le feu-stop du véhicule tracteur reste visible de l'arrière.

l) Lorsqu'une automobile est munie d'indicateurs de direction, ceux-ci doivent appartenir à l'un des types suivants:

- i)* Bras mobile dépassant le gabarit du véhicule de part et d'autre et comportant un feu orange permanent lorsque le bras est en position horizontale;
- ii)* A position fixe et à feu clignotant orange, placé de part et d'autre du véhicule sur les parois latérales;
- iii)* A position fixe et à feu clignotant, placé de part et d'autre, aux extrémités avant et arrière du véhicule, blanc ou orange vers l'avant, rouge ou orange vers l'arrière.

m) Aucun feu ne doit être clignotant, à l'exception des indicateurs de direction.

n) Si un véhicule a plusieurs feux de même nature, ils doivent être de même couleur, et, excepté pour les motocycles avec side-car, deux de ces feux doivent être placés symétriquement par rapport au plan longitudinal de symétrie.

o) Plusieurs feux peuvent être incorporés dans un même dispositif d'éclairage à condition que chacun de ces feux réponde aux dispositions ci-dessus qui lui sont applicables.

III. Autres dispositions

a) Appareil de direction:

Toute automobile doit être munie d'un appareil de direction robuste qui permette de tourner facilement, rapidement et sûrement.

b) Miroir rétroviseur:

Toute automobile doit être munie au moins d'un miroir rétroviseur de dimensions suffisantes, disposé de façon à permettre au conducteur de surveiller de son siège la route vers l'arrière du véhicule. Toutefois, cette disposition n'est pas obligatoire pour les motocycles avec ou sans side-car.

c) Avertisseur sonore:

Toute automobile doit être munie d'au moins un appareil avertisseur sonore d'une puissance suffisante, à l'exclusion des timbres, gongs, cloches, ainsi que des sirènes et autres appareils à son strident.

d) Essuie-glace:

Toute automobile pourvue d'un pare-brise doit être munie d'au moins un essuie-glace efficace dont le fonctionnement ne requiert pas l'intervention constante du conducteur. Toutefois, cet accessoire n'est pas obligatoire pour les motocycles avec ou sans side-car.

e) Pare-brise:

Les pare-brise au moins doivent être en un produit inaltérable, parfaitement transparent et non susceptible de produire des éclats coupants en cas de bris. Les objets vus par transparence ne doivent pas apparaître déformés.

f) Dispositif de marche en arrière:

Toute automobile doit être munie d'un dispositif de marche en arrière manœuvrable du siège du conducteur lorsque le poids à vide de l'automobile excède 400 kg (900 livres).

g) Dispositif d'échappement silencieux:

Afin d'éviter tout bruit excessif ou anormal, toute automobile doit être munie d'un dispositif d'échappement silencieux, en usage constant et tel que le conducteur n'en puisse pas interrompre le fonctionnement en cours de route.

h) Bandages:

Les roues des automobiles et de leurs remorques doivent être munies de bandages pneumatiques ou de tout autre système équivalent au point de vue de l'élasticité.

i) Dispositif empêchant la dérive d'un véhicule sur une pente:

Toute automobile dont le poids maximum autorisé excède 3500 kg (7700 livres) doit, lorsqu'elle circule dans une région montagneuse d'un pays où la réglementation nationale l'exige, être pourvue d'un dispositif tel qu'une cale, pouvant empêcher la dérive en avant ou en arrière.

j) Dispositions générales:

i) Dans toute la mesure du possible, les organes mécaniques et les appareils accessoires de l'automobile ne doivent, ni prêter à risques d'incendie ou d'explosion, ni donner lieu à émission de gaz nocifs, d'odeurs ou de bruits incommodes, ni présenter un danger en cas de collision.

ii) Toute automobile doit être construite de telle manière que le champ de visibilité du conducteur, vers l'avant, vers la droite et vers la gauche, soit suffisant pour que celui-ci puisse conduire avec sûreté.

iii) Les dispositions sur le freinage et l'éclairage ne s'appliquent pas aux voitures d'infirme qui sont équipées, en matière de freinage et d'éclairage, conformément à la réglementation du pays d'immatriculation. Pour l'application du présent alinéa, le terme «voiture d'infirme» désigne un véhicule automobile dont le poids à vide ne dépasse pas 300 kg (700 livres) et dont la vitesse ne dépasse pas 30 km (19 milles)

à l'heure, spécialement conçu et construit (et non pas simplement adapté) à l'usage d'une personne atteinte d'une infirmité ou incapacité physique, et qui est normalement utilisé par une telle personne.

IV. Ensembles de véhicules

a) Un «ensemble de véhicules couplés» peut se composer d'un véhicule tracteur et d'une ou deux remorques. Un véhicule articulé peut être suivi d'une remorque, mais si ce véhicule articulé est affecté au transport de personnes, la remorque ne peut comporter plus d'un essieu et ne pourra être affectée au transport de personnes.

b) Tout Etat Contractant pourra toutefois indiquer qu'il n'admettra qu'une seule remorque derrière un véhicule tracteur et qu'il n'en admettra pas derrière un véhicule articulé. Il pourra également indiquer qu'il n'admettra pas les véhicules articulés affectés au transport de personnes.

V. Dispositions transitoires

Les dispositions des parties I et II et du paragraphe *e)* de la partie III seront applicables, à l'expiration d'un délai de deux ans à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, aux automobiles mises en circulation pour la première fois après cette date et à leurs remorques. Ce délai est porté à cinq ans pour les automobiles dont la première mise en circulation est antérieure à la date d'expiration du délai de deux ans susvisé, ainsi que pour les remorques.

Pendant ces délais, les dispositions suivantes seront applicables:

a) Tout automobile doit être pourvue, soit de deux systèmes de freinage indépendants l'un de l'autre, soit d'un système actionné par deux commandes indépendantes l'une de l'autre et dont l'une des parties peut agir même si l'autre vient à être en défaut, en tout cas l'un et l'autre système suffisamment efficaces et à action rapide;

b) Toute automobile circulant isolément doit, pendant la nuit et dès la tombée du jour, être munie à l'avant d'au moins deux feux blancs, placés l'un à droite, l'autre à gauche, et à l'arrière d'un feu rouge.

Toutefois, pour les motocycles à deux roues, non accompagnés d'un side-car, le nombre de feux à l'avant peut être réduit à un;

c) Toute automobile doit également être pourvue d'un ou plusieurs dispositifs permettant d'éclairer efficacement la route à l'avant sur une distance suffisante, à moins que les feux blancs ci-dessus prescrits ne remplissent cette condition.

Si le véhicule est susceptible de marcher à une vitesse supérieure à 30 km (19 miles) à l'heure, ladite distance ne doit pas être inférieure à 100 m (325 pieds);

d) Les appareils d'éclairage susceptibles de produire un éblouissement doivent être établis de manière à permettre la suppression de l'éblouissement à la rencontre des autres usagers de la route ou dans toute circonstance où cette suppression serait utile. La suppression de l'éblouissement doit toutefois laisser subsister une puissance lumineuse suffisante pour éclairer efficacement la chaussée jusqu'à une distance d'au moins 25 m (80 pieds);

e) Les automobiles suivies d'une remorque sont assujetties aux mêmes règles que les automobiles isolées en ce qui touche l'éclairage vers l'avant; le feu rouge d'arrière est reporté à l'arrière de la remorque.

Dispositions

ANNEXE 7

Dimensions et poids des véhicules en circulation internationale

1. La présente annexe s'applique aux routes désignées dans les conductions prévues à l'article 23.

2. Sur ces routes, les dimensions et poids maxima autorisés, à vide ou en charge, sous réserve qu'aucun véhicule ne devra transporter une charge dépassant la charge maximum déclarée admissible par l'autorité compétente du pays d'immatriculation, seront les suivants:

	Mètre	Pieds
a) Largeur totale	2,50	8,20
b) Hauteur totale	3,80	12,50
c) Longueur totale:		
Camions à deux essieux	10,00	33,00
Véhicule de transport de voyageurs à deux essieux	11,00	36,00
Véhicules à trois essieux ou plus	11,00	36,00
Véhicules articulés	14,00	46,00
Ensemble de véhicules couplés ne comportant qu'une remorque*	18,00	59,00
Ensembles de véhicules couplés comportant deux remorques*	22,00	72,00
d) Poids maximum autorisé:	Tonnes métriques	Livres
i) Sur l'essieu le plus chargé**	8,00	17.600
ii) Sur le double essieu le plus chargé, la distance des deux axes de ce groupe étant égale ou supérieure à 1,00 m (40 pouces) et inférieure à 2,00 m (7 pieds)	14,50	32.000
iii) D'un véhicule, d'un véhicule articulé ou d'autre ensemble:		

Distance, en mètres, entre les deux essieux extrêmes d'un véhicule isolé, d'un véhicule articulé ou de tout autre ensemble:

1 inclus à 2 exclus	14,50
2 inclus à 3 exclus	15,00
3 inclus à 4 exclus	16,25
4 inclus à 5 exclus	17,50
5 inclus à 6 exclus	18,75
6 inclus à 7 exclus	20,00
7 inclus à 8 exclus	21,25
8 inclus à 9 exclus	22,50
9 inclus à 10 exclus	23,75
10 inclus à 11 exclus	25,00
11 inclus à 12 exclus	26,25
12 inclus à 13 exclus	27,50
13 inclus à 14 exclus	28,75
14 inclus à 15 exclus	30,00
15 inclus à 16 exclus	31,25
16 inclus à 17 exclus	32,50
17 inclus à 18 exclus	33,75
18 inclus à 19 exclus	35,00
19 inclus à 20 exclus	36,25

Distance, en pieds, entre les deux essieux extrêmes d'un véhicule isolé, d'un véhicule articulé ou de tout autre ensemble:

3 inclus à 7 exclus	32.000
7 inclus à 8 exclus	32.480
8 inclus à 9 exclus	33.320
9 inclus à 10 exclus	34.160
10 inclus à 11 exclus	35.000
11 inclus à 12 exclus	35.840
12 inclus à 13 exclus	36.680
13 inclus à 14 exclus	37.520
14 inclus à 15 exclus	38.360
15 inclus à 16 exclus	39.200
16 inclus à 17 exclus	40.040
17 inclus à 18 exclus	40.880
18 inclus à 19 exclus	41.720
19 inclus à 20 exclus	42.560
20 inclus à 21 exclus	43.400
21 inclus à 22 exclus	44.240
22 inclus à 23 exclus	45.080
23 inclus à 24 exclus	45.920
24 inclus à 25 exclus	46.760
25 inclus à 26 exclus	47.600
26 inclus à 27 exclus	48.440
27 inclus à 28 exclus	49.280
28 inclus à 29 exclus	50.120
29 inclus à 30 exclus	50.960
30 inclus à 31 exclus	51.800
31 inclus à 32 exclus	52.640
32 inclus à 33 exclus	53.480
33 inclus à 34 exclus	54.320
34 inclus à 35 exclus	55.160
35 inclus à 36 exclus	56.000
36 inclus à 37 exclus	56.840
37 inclus à 38 exclus	57.680
38 inclus à 39 exclus	58.520
39 inclus à 40 exclus	59.360
40 inclus à 41 exclus	60.200
41 inclus à 42 exclus	61.040
42 inclus à 43 exclus	61.880
43 inclus à 44 exclus	62.720
44 inclus à 45 exclus	63.560
45 inclus à 46 exclus	64.400
46 inclus à 47 exclus	65.240
47 inclus à 48 exclus	66.080
48 inclus à 49 exclus	66.920
49 inclus à 50 exclus	67.760
50 inclus à 51 exclus	68.600
51 inclus à 52 exclus	69.440
52 inclus à 53 exclus	70.280
53 inclus à 54 exclus	71.120
54 inclus à 55 exclus	71.960
55 inclus à 56 exclus	72.800
56 inclus à 57 exclus	73.640
57 inclus à 58 exclus	74.480
58 inclus à 59 exclus	75.320
59 inclus à 60 exclus	76.160
60 inclus à 61 exclus	77.000
61 inclus à 62 exclus	77.840
62 inclus à 63 exclus	78.680
63 inclus à 64 exclus	79.520
64 inclus à 65 exclus	80.360

Poids maximum autorisé, en livres, d'un véhicule isolé, d'un véhicule articulé ou de tout autre ensemble:

iv) S'il existe une différence entre les poids maxima autorisés des véhicules en circulation internationale suivant qu'ils sont exprimés dans le tableau du sous-paragraphe iii) en unités métriques ou en pieds et livres, il y aura lieu d'adopter les chiffres de la partie du tableau permettant d'autoriser le poids maximum le plus élevé.

* Les dispositions de la partie iv de l'annexe 6 concernant les ensembles de véhicules sont aussi applicables aux ensembles de véhicules faisant l'objet de la présente annexe.

** La charge par essieu sera définie comme étant la charge totale transmise à la route par toutes les roues dont le centre peut être compris entre deux plans transversaux verticaux parallèles distants de 1,00 m (40 pouces) s'étendant sur toute la largeur du véhicule.

3. Les Etats Contractants pourront conclure des accords régionaux fixant des poids maxima autorisés à des chiffres plus élevés que ceux de la liste. Il est recommandé cependant que le poids maximum autorisé sur l'essieu le plus chargé ne dépasse pas 13 tonnes métriques (28 660 livres).

4. Lorsqu'il désignera les routes auxquelles s'applique la présente annexe, tout Etat Contractant fera connaître les dimensions ou poids maxima admis provisoirement pour la circulation sur lesdites routes:

a) Lorsque celles-ci comporteront, soit des bacs, soit des tunnels, soit des ponts ne permettant pas le passage des véhicules ayant les dimensions et poids autorisés par la présente annexe;

b) Lorsque les conditions d'aménagement de ces routes seront insuffisantes pour permettre ledit passage.

5. Des autorisations spéciales de circulation pour les véhicules ou les ensembles de véhicules couplés dépassant les dimensions ou poids maxima ci-dessus fixés pourront être accordées par tout Etat Contractant ou toute subdivision de cet Etat.

6. Tout Etat Contractant ou subdivision de cet Etat pourra limiter ou interdire la circulation des véhicules automobiles sur une route désignée pour l'application de la présente annexe, ou imposer des restrictions quant au poids des véhicules circulant sur une telle route, pendant une période limitée, lorsqu'en raison de sa détérioration, de grande pluie, de neige, de dégel ou d'autres conditions atmosphériques défavorables, ladite route serait gravement endommagée par des véhicules de poids normalement autorisés.

ANNEXE 8

Conditions à remplir par des conducteurs d'automobiles en circulation internationale

L'âge minimum autorisé pour la conduite d'une automobile dans les conditions prévues à l'article 24 de la Convention est de dix-huit ans.

Toutefois, tout Etat Contractant ou l'une de ses subdivisions peut reconnaître la validité des permis de conduire délivrés par un autre Etat Contractant à des conducteurs de motocycles et voitures d'infirmes âgés de moins de dix-huit ans.

ANNEXE 9

Modèle de permis de conduire

Dimensions: 74 X 105 mm. Couleur: rose

1. Le permis sera rédigé dans la ou les langues prescrites par la législation de l'Etat qui l'émet.

2. Le titre du document sera énoncé dans la ou les langues prévues à la note 1 et sera suivi de sa traduction en français «Permis de conduire».

3. Les indications manuscrites sont inscrites (ou du moins

répétées) en caractères latins ou en écriture dite anglaise.

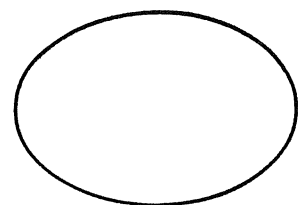
4. Les mentions additionnelles éventuelles des autorités compétentes du pays qui a émis le permis n'affectent pas la circulation internationale.

5. Le signe distinctif défini à l'annexe 4 figurera dans l'ovale.

Pages extérieures

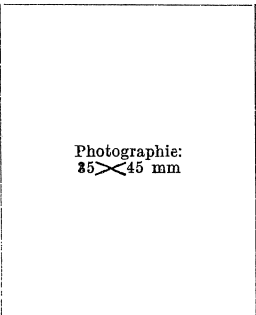
Emplacement réservé aux annotations des autorités compétentes du pays qui émet le permis, y compris celles concernant les renouvellements périodiques.

Nom du pays



PERMIS DE CONDUIRE

Pages Intérieures

1. Nom: ... 2. Prénoms*: ... 3. Date** et lieu de naissance***: ... 4. Domicile: ...	Changement de domicile	Catégorie de véhicules pour laquelle le permis est valable		
Signature du titulaire **** 			 Date: ... Signature: ...	A Motocycles avec ou sans sidecar, voitures d'infirme et automobiles à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kg (900 livres).
			 Date: ... Signature: ...	B Automobiles affectées au transport des personnes et comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum au affectées au transport des marchandises et ayant un poids maximum autorisé qui n'excède pas 3500 kg (7700 livres). Aux automobiles de cette catégorie peut être attelé une remorque légère.
			 Date: ... Signature: ...	C Automobiles affectées au transport des marchandises et dont le poids maximum autorisé excède 3500 kg (7700 livres). Aux automobiles de cette catégorie peut être attelée une remorque légère.
			Mentions additionnelles éventuelles des autorités compétentes du pays qui a émis le permis.	E Automobiles de celle des catégories B, C ou D pour laquelle le conducteur est habilité, avec remorques autres qu'une remorque légère.

* Les noms du père ou du mari peuvent être insérés à cette place.

** Ou l'âge approximatif à la date de la délivrance.

*** S'il est connu.

**** Ou l'empreinte du pouce.

Le terme «poids maximum autorisés» d'un véhicule désigne le poids du véhicule en ordre de marche et de la charge maximum.

Le terme «charge maximum» désigne le poids du chargement déclaré, admissible par l'autorité compétente du pays d'immatriculation du véhicule.

Les remorques légères sont celles dont le poids maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg (1650 livres).

ANNEXE 10

Modèle de permis international de conduire

Dimensions: 105×148 mm. Couleurs: couverture, grise; pages, blanches.

Les pages 1 et 2 seront rédigées dans la ou les langues nationales.

La dernière page sera entièrement rédigée en français.

Les pages additionnelles reproduiront en d'autres langues les mentions de la partie I de la dernière page. Elles seront rédigées dans les langues suivantes:

a) La ou les langues prescrites par l'Etat qui a délivré le permis;

b) Langues officielles des Nations Unies;

c) Au plus six autres langues, laissées au choix de l'Etat qui a délivré le permis.

La traduction officielle du texte du permis dans les différentes langues sera communiquée au secrétaire-général des Nations Unies par les Gouvernements, chacun en ce qui le concerne.

Les indications manuscrites seront toujours écrites en caractères latins ou en cursive dite anglaise.

Page 1 (couverture)

(Nom du pays)

CIRCULATION AUTOMOBILE INTERNATIONALE

PERMIS INTERNATIONAL DE CONDUIRE

Convention sur la circulation routière de 19 septembre 1949

Délivre à . . .

le . . .

1

Page 2 (envers de la couverture)

Le présent permis est valable sur les territoires de tous les Etats Contractants, à l'exception du territoire de l'Etat Contractant qui a délivré ce permis, pendant un an à dater du jour de la délivrance, et pour la conduite des véhicules appartenant à la catégorie ou aux catégories visées à la dernière page.

(Espace réservé à une liste facultative des Etats Contractants)



1 Signature ou sceau de l'autorité

ou

Signature ou sceau de l'association habilitée par l'autorité

Il est entendu que le présent permis n'affecte en aucune sorte l'obligation où se trouve son porteur de se conformer entièrement, dans tout pays où il circule, aux lois et règlements en vigueur relatifs à l'établissement ou à l'exercice d'une profession.

Dernière page

(Première partie)

(Deuxième partie)

Indications relatives au conducteur:

Nom 1
Prénoms * 2
Lieu de naissance ** 3
Date de naissance *** 4
Domicile 5

1 ...
2 ...
3 ...
4 ...
5 ...

Catégorie de véhicules pour lesquels le permis est valable:

Motocycles avec ou sans sidecar, voitures d'infirme et automobiles à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kg (900 livres).	A
Automobiles affectées au transport des personnes et comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum ou affectées au transport des marchandises et ayant un poids maximum autorisé qui n'excède pas 3500 kg (7700 livres). Aux automobiles de cette catégorie peut être attelée une remorque légère.	B
Automobiles affectées au transport des marchandises et dont le poids maximum autorisé excède 3500 kg (7700 livres). Aux automobiles de cette catégorie peut être attelée une remorque légère.	C
Automobiles affectées au transport des personnes et comportant, outre le siège du conducteur, plus de huit places assises. Aux automobiles de cette catégorie peut être attelée une remorque légère.	D
Automobiles des catégories B, C ou D pour lesquelles le conducteur est habilité, avec remorques autres qu'une remorque légère.	E

A	Sceau ou cachet de l'autorité
B	Sceau ou cachet de l'autorité
C	Sceau ou cachet de l'autorité
D	Sceau ou cachet de l'autorité
E	Sceau ou cachet de l'autorité

Photographie



Le terme «poids maximum autorisé» d'un véhicule désigne le poids du véhicule en ordre de marche et de la charge maximum.

Le terme «charge maximum» désigne le poids du chargement dé-

claré admissible par l'autorité compétente du pays d'immatriculation du véhicule.

Les remorques légères sont celles dont le poids maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg (1650 livres).

Signature du titulaire ****

EXCLUSION	Exclusions: (pays I-VIII)
Le titulaire est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays) ... en raison de ...  Lieu: ... Date: ... Signature: _____ Inscrire l'exclusion dans tout autre espace prévu à cet effet, si l'espace réservé ci-dessus est déjà utilisé.	

EXCLUSIONS

(pays)

I ...	V ...
II ...	VI ...
III ...	VII ...
IV ...	VIII ...

* Les noms du père et du mari peuvent être insérés à cette place.
** S'il est connu.

*** Ou l'âge approximatif à la date de délivrance du permis.
**** Ou l'empreinte d'un pouce.

Protocole relatif aux pays ou territoires présentement occupés

Aucune disposition du chapitre VII de la Convention sur la circulation routière ne saurait être interprétée comme s'opposant à ce que le Conseil Economique et Social invite un pays ou territoire présentement occupé à adhérer à la Convention ou à ce qu'une adhésion à cette Convention soit donnée par ou au nom d'un tel pays ou territoire.

En foi de quoi les représentants soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le 19 septembre 1949, en un seul original en langues anglaise et française, chaque texte faisant également foi. L'original sera déposé entre les mains du secrétaire général des Nations Unies qui en enverra des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements invités à se faire représenter à la Conférence.

Afghanistan:

Albanie:

Argentine:

Australie:

Autriche:

Belgique:

F. Blondeel.

Bolivie:

Brésil:

Bulgarie:

Birmanie:

République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Canada:

Chili.

Chine:

Colombie:

Costa Rica:

Cuba:

Tchécoslovaquie:

Danemark:

K. Bang.

A. Blom-Andersen.

République Dominicaine:

T. F. Franco.

Equateur:

Egypte:

A. K. Safwat.

Salvador:

Ethiopie:

Finlande:

France:

Lucien Hubert.

Grèce:

Guatemala:

Haïti:

Honduras:

Hongrie:

Islande:

Inde:

N. Raghavan Pillai.

Iran:

Irak:

Irlande:

Israël:

Italie:

M. Enrico Mellini.

Liban:

Sous réserve de ratification

J. Mikaoui.

Libéria:

Luxembourg:

R. Logelin.

Mexique:

Pays-Bas:

J. J. Oyevaar.

Nouvelle-Zélande:

Nicaragua:

Norvège:

Axel Ronning.

Pakistan:

Panama:

Paraguay:

Pérou:

Philippines:

Rodolfo Maslog.

Pologne:

Portugal:

Roumanie:

Arabie Saoudite:

Suède:

Gösta Hall.

Suisse:

Heinrich Rothmund.

Robert Plumez.

Paul Gottret.

Syrie:

Thaïlande:

Transjordanie:

Turquie:

République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

Union Sud-Africaine:

H. Brune.

Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

C. A. Birtchnell.

Etats-Unis d'Amérique:

Henry H. Kelly.

Herbert S. Fairbank.

Uruguay:

Venezuela:

Yémen:

Yougoslavie:

(Tradução)

Conferência das Nações Unidas sobre os transportes rodoviários e os transportes automóveis**Convenção sobre o trânsito rodoviário**

Os Estados Contratantes, desejosos de favorecer o desenvolvimento e a segurança do trânsito rodoviário internacional, estabelecendo regras uniformes para esse efeito,

Convencionaram as seguintes disposições:

CAPÍTULO I**Generalidades****ARTIGO 1**

1. Os Estados Contratantes, mantendo o direito de regulamentar o uso das suas estradas, convencionam que estas servirão para o trânsito internacional nas condições previstas pela presente Convenção.

2. Os Estados Contratantes não serão obrigados a conceder o benefício das disposições da presente Convenção aos veículos automóveis, reboques ou condutores que tenham permanecido no seu território durante um período contínuo superior a um ano.

ARTIGO 2

1. Os anexos à presente Convenção são considerados como partes integrantes da Convenção, ficando entendido, todavia, que qualquer Estado poderá declarar, no momento em que assinar ou ratificar a Convenção, ou naquele em que a esta aderir, ou em qualquer outro momento ulterior, que exclui os anexos 1 e 2 da aplicação da Convenção.

2. Qualquer Estado poderá, em qualquer momento, notificar o secretário-geral das Nações Unidas de que a data da dita notificação ficará ligado pelos anexos 1 e 2 precedentemente excluídos por ele de conformidade com o parágrafo 1 do presente artigo.

ARTIGO 3

1. As medidas que todos os Estados Contratantes ou alguns deles convencionaram ou convencionarem no futuro pôr em vigor com o objectivo de facilitar o trânsito rodoviário internacional, simplificando as formalidades aduaneiras, policiais, sanitárias ou outras, serão consideradas conformes com o objectivo desta Convenção.

2. a) Qualquer Estado Contratante poderá exigir o depósito duma garantia para assegurar o pagamento de todos os direitos ou taxas de entrada que, na falta dessa garantia, seriam exigíveis pela importação de qualquer automóvel admitido ao trânsito internacional.

b) Os Estados Contratantes aceitarão, para a aplicação do presente artigo, a garantia duma organização estabelecida no seu próprio território e filiada numa associação internacional que tenha emitido um documento aduaneiro internacional válido para o veículo automóvel (tal como o livrete de passagens em alfândegas).

3. Para facilitar o cumprimento das formalidades previstas pela presente Convenção os Estados Contratantes esforçar-se-ão por fazer coincidir as horas de abertura das secretarias e dos postos de alfândega correspondentes na mesma estrada internacional.

ARTIGO 4

1. Para aplicação das disposições da presente Convenção:

A expressão «trânsito internacional» designa qualquer trânsito que implique a passagem duma fronteira, pelo menos;

A palavra «estrada» designa qualquer fila de trânsito público aberta ao trânsito de veículos;

A palavra «leito» designa a parte da estrada normalmente utilizada para o trânsito de veículos;

A expressão «fila de trânsito» designa qualquer das subdivisões do leito com largura suficiente para o trânsito duma fila de veículos;

A palavra «condutor» designa todas as pessoas que conduzam veículos, incluindo velocípedes, ou guiem animais de tiro, carga ou sela, ou conduzam grupos de animais, ou tenham a seu cargo o seu domínio efectivo;

A expressão «veículo automóvel» designa todos os veículos que disponham dum dispositivo mecânico de propulsão, transitem sobre uma estrada pelos seus próprios meios e sirvam normalmente para o transporte de pessoas ou de mercadorias, e que não se desloquem sobre carris ou ligados a um condutor eléctrico. Qualquer Estado ligado pelo anexo 1 excluirá desta definição os velocípedes com motor auxiliar que apresentem as características indicadas no dito anexo;

As palavras «veículo articulado» designam qualquer veículo automóvel seguido por um reboque sem eixo dianteiro e unido ao veículo tractor de tal maneira que uma parte do reboque repouse sobre o veículo tractor e que uma parte apreciável do peso do reboque e da sua carga seja suportada pelo veículo tractor. Um tal reboque denomina-se «semi-reboque»;

A palavra «reboque» designa qualquer veículo destinado a ser atrelado a um automóvel;

A palavra «velocípede» designa qualquer velocípede que não disponha de dispositivo automotor. Qualquer Estado ligado pelo anexo 1 incluirá na presente definição os velocípedes com motor auxiliar que apresentem as características determinadas no dito anexo;

A expressão «peso bruto» de um veículo designa o peso dum veículo e sua carga, estando o veículo estacionado e em ordem de marcha, incluindo o peso do condutor e o de quaisquer outras pessoas transportadas ao mesmo tempo;

A expressão «carga máxima» designa o peso do carregamento declarado admissível pela autoridade competente do país de matrícula do veículo;

A expressão «peso bruto autorizado» de um veículo designa o peso do veículo em ordem de marcha e o da carga máxima.

ARTIGO 5

A presente Convenção não deve interpretar-se no sentido de que autoriza o transporte de pessoas contra remuneração ou o de mercadorias que não sejam as bagagens pessoais dos ocupantes dos veículos, ficando entendido que esta matéria, como todas as outras que não sejam mencionadas na presente Convenção, continua a ser da competência da legislação nacional, sob reserva de aplicação de outras convenções ou acordos internacionais.

CAPÍTULO II**Regras aplicáveis ao trânsito rodoviário****ARTIGO 6**

Cada Estado Contratante tomará as medidas apropriadas para assegurar a observância das regras enunciadas no presente capítulo.

ARTIGO 7

Todos os condutores, peões e demais usuários da estrada deverão comportar-se de maneira que não constitua perigo ou obstáculo para o trânsito e evitar qualquer procedimento que possa causar dano às pessoas ou às propriedades públicas ou privadas.

ARTIGO 8

1. Qualquer veículo ou conjunto de veículos que forme uma unidade deve ter um condutor.

2. Os animais de tiro, carga ou sela devem ter um condutor e, salvo nas zonas especiais, sinalizadas nos pontos de entrada, os grupos de animais devem ser acompanhados.

3. Os comboios de veículos ou de animais devem ter o número de condutores previsto pela legislação nacional.

4. Os comboios, quando for necessário, devem ser divididos em secções de comprimento moderado e separados dos seguintes por intervalos suficientemente grandes para assegurar a comodidade do trânsito. Esta disposição não é aplicável nas regiões onde há migrações de tribos nómadas.

5. Os condutores devem estar constantemente em condições de dirigir o seu veículo ou guiar os seus animais. Quando se aproximarem de outros usuários da estrada devem tomar todas as precauções necessárias para a segurança destes.

ARTIGO 9

1. Todos os veículos que circulam no mesmo sentido devem manter-se no mesmo lado da estrada, devendo o sentido do trânsito ser uniforme em todas as estradas dum país. A regulamentação nacional relativa ao trânsito em sentido único não será afectada pelo disposto acima.

2. Em regra geral, e sempre que as prescrições do artigo 7 o exigirem, todos os condutores deverão:

a) Nos leitos com duas filas de trânsito e previstos para o trânsito nos dois sentidos, manter o seu veículo na fila de trânsito correspondente ao sentido da sua marcha;

b) Nos leitos com mais de duas filas de trânsito, manter o seu veículo na fila de trânsito mais próxima do bordo do leito no sentido da sua marcha.

3. Os animais devem ser mantidos o mais próximo possível do bordo da estrada, nas condições previstas pela legislação nacional.

ARTIGO 10

O condutor de um veículo deve manter constantemente o domínio da sua velocidade e conduzir de maneira razoável e prudente. Deve diminuir a velocidade ou deter-se sempre que as circunstâncias o exigirem, especialmente quando a visibilidade não for boa.

ARTIGO 11

1. O condutor de um veículo, para cruzar com outro ou deixar-se ultrapassar, deve manter-se o mais próximo possível do bordo do leito na fila de trânsito correspondente ao sentido da sua marcha. A ultrapassagem de veículos e de animais deverá efectuar-se quer pela direita, quer pela esquerda destes, conforme o sentido de trânsito adoptado no país em causa. Não obstante, estas regras não são forçosamente aplicáveis a carros eléctricos e comboios que transitam em estrada, nem em certas estradas de montanha.

2. Todos os condutores devem, ao aproximar-se qualquer veículo ou animal acompanhado:

a) Quando um veículo ou animais acompanhados o cruzarem, reservar lugar suficiente para a sua passagem;

b) Quando um veículo se prepare para o ultrapassar, aproximar-se o mais possível do bordo do leito correspondente ao sentido do trânsito, sem aumentar a sua velocidade.

3. O condutor que pretende efectuar uma ultrapassagem deve assegurar-se de que dispõe de espaço suficiente para o fazer e de que a visibilidade para diante o permite sem perigo. Depois da ultrapassagem deve dirigir o seu veículo para a direita ou para a esquerda, conforme o sentido de trânsito adoptado no país em causa, mas somente depois de se ter assegurado de que pode fazê-lo sem inconveniente para o veículo, peão ou animal ultrapassado.

ARTIGO 12

1. O condutor que chegar a um cruzamento ou entroncamento, junção ou passagem de nível, deve mostrar especial prudência para evitar qualquer acidente.

2. Poderá conceder-se prioridade de passagem nas intersecções de algumas estradas ou troços de estrada. Esta prioridade é materializada pela colocação de sinais. O condutor que chegar a uma estrada ou troço de estrada com prioridade deve ceder passagem aos condutores que transitam nessa estrada.

3. As disposições do anexo 2, relativo à prioridade de passagem nos cruzamentos ou entroncamentos não mencionados no parágrafo 2 do presente artigo, são aplicáveis pelos Estados obrigados pelo dito anexo.

4. Antes de entrarem em outra estrada, devem os condutores:

a) Assegurar-se de que podem efectuar a sua manobra sem perigo para os outros usuários;

b) Indicar claramente a sua intenção;

c) Aproximar-se o mais possível do bordo do leito correspondente ao sentido da sua marcha, se têm a intenção de sair da estrada rodando para esse lado;

d) Aproximar-se o mais possível do eixo do leito, se pretendem sair da estrada rodando para o outro lado, salvo o disposto no parágrafo 2 do artigo 16;

e) Não dificultar em caso algum o trânsito em sentido inverso.

ARTIGO 13

1. Quando os veículos ou animais estiverem parados na estrada, devem ser colocados tão próximo quanto possível do bordo do leito, se não puderem ser colocados fora deste. Os condutores só deverão abandonar os veículos ou os animais depois de terem tomado todas as precauções necessárias para evitar um acidente.

2. Os veículos e os animais não deverão estacionar em locais onde possam constituir perigo ou obstáculo, especialmente num cruzamento ou entroncamento de duas estradas, numa curva, na lomba de estrada ou nas proximidades desses locais.

ARTIGO 14

Devem tomar-se todas as precauções necessárias para que o carregamento do veículo não possa ser causa de prejuízo ou perigo.

ARTIGO 15

1. Desde o cair da tarde e durante a noite, ou quando as condições atmosféricas o exigirem, qualquer veículo ou conjunto de veículos atrelados que se encontre numa estrada deve ter, pelo menos, uma luz branca dirigida para a frente e uma luz vermelha dirigida para a retaguarda.

Quando um veículo que não seja um velocípede ou um motociclo sem carro só disponha duma luz branca na frente, esta luz deverá ser colocada do lado dos veículos que vierem em sentido inverso.

Nos países onde são obrigatórias duas luzes brancas na frente, estas deverão ser colocadas à direita e à esquerda do veículo.

A luz vermelha pode ser produzida quer por um dispositivo distinto daquele que produz a ou as luzes brancas da frente, quer pelo mesmo dispositivo quando o pequeno comprimento e a disposição do veículo o permitirem.

2. Os veículos não utilizarão em caso algum uma luz vermelha dirigida para a frente ou uma luz branca dirigida para a retaguarda; também não deverão ser munidos de dispositivos reflectores vermelhos na frente ou brancos na retaguarda. Esta disposição não se aplica às luzes brancas ou amarelas de marcha atrás, quando a legislação nacional do país de matrícula do veículo permitir o uso dessas luzes.

3. As luzes e os dispositivos reflectores devem assinalar eficazmente o veículo aos outros usuários da estrada.

4. Qualquer Estado Contratante ou uma das suas subdivisões, desde que se tomem todas as medidas necessárias para garantir as condições normais de segurança de trânsito, poderá dispensar das disposições do presente artigo:

- a) Os veículos utilizados com fins ou em condições especiais;
- b) Certos veículos de forma ou natureza especiais;
- c) Os veículos estacionados em estradas com iluminação suficiente.

ARTIGO 16

1. As disposições do presente capítulo são aplicáveis aos *trolley-buses*.

2. a) Os ciclistas são obrigados a transitar nas pistas para velocípedes quando um sinal especial assim o indique ou quando a regulamentação nacional a isso os obrigue.

b) Os ciclistas devem colocar-se numa só fila sempre que as condições do trânsito o exigirem e, salvo nos casos especiais previstos pela regulamentação nacional, nunca devem transitar a mais de dois de frente no leito.

c) É proibido aos ciclistas fazerem-se rebocar por um veículo.

d) A regra enunciada no artigo 12, parágrafo 4, alínea d), não se aplicará aos ciclistas nos países onde a regulamentação nacional dispuser de outro modo.

CAPÍTULO III

Sinalização

ARTIGO 17

1. A fim de assegurar a homogeneidade da sinalização, os símbolos e sinais adoptados em cada Estado Contratante serão os únicos que se colocarão nas estradas desse Estado, na medida do possível. No caso de ser necessário introduzir qualquer novo sinal, este deverá integrar-se no sistema em vigor no dito Estado, tanto por suas características de forma e cor como pela natureza do símbolo eventualmente empregado.

2. O número dos sinais regulamentares será limitado ao mínimo necessário. Só se colocarão sinais nos pontos onde a sua presença for indispensável.

3. Os sinais de perigo devem ser colocados a suficiente distância dos obstáculos, de modo que estes sejam proveitosamente assinalados aos usuários da estrada.

4. Não se autorizará a aposição, sobre um sinal regulamentar, de qualquer inscrição estranha ao objecto deste e susceptível de diminuir a sua visibilidade ou de alterar o seu carácter.

5. Não se autorizarão nenhuns painéis ou inscrições que possam prestar-se à confusão com os sinais regulamentares ou tornar a sua leitura mais difícil.

CAPÍTULO IV

Disposições aplicáveis aos veículos automóveis e aos reboques em trânsito internacional

ARTIGO 18

1. Para beneficiar das disposições da presente Convenção, qualquer veículo automóvel deve estar matriculado por um Estado Contratante ou por uma das subdivisões deste na forma prescrita pela sua legislação.

2. Será passado a quem o solicitar, quer pela autoridade competente, quer por uma associação habilitada para esse efeito, um certificado de matrícula que mencionará, pelo menos, o número de ordem, denominado «número de matrícula», o nome ou a marca do construtor do veículo, o número de fabrico ou o número de série do construtor, a data do início da entrada em trânsito, além do apelido, nome ou nomes e domicílio do solicitante do referido certificado.

3. Os certificados de matrícula passados nas condições acima mencionadas serão aceites em todos os Estados como certidão do que neles se contiver, até prova em contrário.

ARTIGO 19

1. Todos os veículos automóveis devem trazer o número de matrícula atribuído pela autoridade competente, pelo menos na retaguarda, inscrito sobre uma placa ou sobre o próprio veículo. No caso de um veículo automóvel seguido por um ou vários reboques, o reboque único ou último reboque deve mostrar o número de matrícula do veículo tractor ou um número de matrícula próprio.

2. A composição e as condições de aposição do número de matrícula estão determinadas no anexo 3.

ARTIGO 20

1. Todos os veículos automóveis, além do número de matrícula, devem trazer na retaguarda um sinal distintivo do lugar de matrícula desse veículo, inscrito sobre uma placa ou sobre o próprio veículo. Esse sinal é o indicativo quer de um Estado, quer de um território que constitua uma unidade distinta relativamente à matrícula. No caso de um veículo seguido por um ou vários reboques, o sinal distintivo deve ser repetido na retaguarda do reboque único ou na do último reboque.

2. A composição e as condições de aposição do sinal distintivo estão determinadas no anexo 4.

ARTIGO 21

Todos os veículos automóveis e todos os reboques devem trazer as marcas de identificação determinadas no anexo 5.

ARTIGO 22

1. Os veículos automóveis e os seus reboques devem estar em bom estado de marcha e em tais condições de funcionamento que não constituam perigo para os condutores, os ocupantes do veículo e os outros usuários da estrada, nem causem prejuízo às propriedades públicas ou privadas.

2. Além disso, os veículos automóveis, os reboques e o seu equipamento devem corresponder às condições previstas no anexo 6 e os seus condutores devem observar as prescrições desse anexo.

3. As disposições do presente artigo são aplicáveis aos *trolley-buses*.

ARTIGO 23

1. As dimensões e pesos brutos dos veículos admitidos a transitar nas estradas de um Estado Contratante ou de uma das suas subdivisões são fixados pela legislação nacional. Em certas estradas, designadas pelos Estados Contratantes em

acordos regionais ou, na falta de tais acordos, por um Estado Contratante, as dimensões e pesos brutos autorizados serão os determinados na anexo 7.

2. As disposições do presente artigo são aplicáveis aos *trolley-buses*.

CAPÍTULO V

Condutores de veículos automóveis em trânsito internacional

ARTIGO 24

1. Cada Estado Contratante autorizará os condutores que entrem no seu território, desde que preencham as condições previstas no anexo 8, a conduzir sem novo exame, nas suas estradas, veículos automóveis de categoria ou categorias definidas nos anexos 9 e 10 para os quais lhes tenha sido passada uma licença de condução válida, depois de prestarem provas de aptidão, pela autoridade competente de outro Estado Contratante ou de uma das suas subdivisões, ou por uma associação habilitada por essa autoridade.

2. Todavia, um Estado Contratante poderá exigir a um condutor que entre no seu território que seja portador de uma licença internacional de condução conforme com o modelo contido no anexo 10, em particular quando se tratar de um condutor proveniente de um país onde não se exija uma licença nacional de condução ou onde a licença nacional não se ajuste ao modelo contido no anexo 9.

3. A licença internacional de condução será passada pela autoridade competente de um Estado Contratante ou de uma das suas subdivisões, ou por uma associação habilitada por essa autoridade, sob o selo ou timbre dessa autoridade ou dessa associação, depois de o condutor ter prestado provas da sua aptidão. Essa licença permite conduzir, sem novo exame e em todos os Estados Contratantes, os veículos automóveis compreendidos nas categorias para as quais tiver sido passada.

4. Poderá recusar-se o direito de utilizar licenças de condução, tanto nacionais como internacionais, se for evidente que já não são preenchidas as condições prescritas para a sua concessão.

5. Um Estado Contratante ou uma das suas subdivisões só poderá retirar o direito de utilizar qualquer das licenças mencionadas acima a um condutor se este cometer uma infracção à regulamentação nacional em matéria de trânsito susceptível de implicar a retirada da licença em virtude da legislação do referido Estado Contratante. Em tal caso, o Estado Contratante ou a sua subdivisão que retirou o uso da licença de condução poderá apreender a licença e retê-la em seu poder até expirar o prazo durante o qual a utilização da referida licença não é permitida ao condutor, ou até ao momento de o condutor sair do território do referido Estado Contratante, se a sua partida for anterior ao termo do mencionado prazo. O Estado ou a sua subdivisão poderá mencionar na licença a proibição de utilização e poderá comunicar o nome e o endereço do condutor à autoridade que concede a licença de condução.

6. Durante um período de cinco anos, a partir da entrada em vigor da presente Convenção, considerar-se-á que satisfaz as condições previstas no presente artigo qualquer condutor admitido ao trânsito internacional em virtude das disposições da Convenção internacional relativa ao trânsito automóvel, assinada em Paris, a 24 de Abril de 1926, ou da Convenção sobre a regulamentação do trânsito automóvel interamericano, aberto à assinatura em Washington, a 15 de Dezembro de 1943, e que seja possuidor dos documentos exigidos pelas mencionadas Convenções.

ARTIGO 25

Os Estados Contratantes comprometem-se a comunicar-se reciprocamente as informações que possam servir para estabelecer a identidade das pessoas titulares de uma licença nacional ou internacional de condução, quando essas pessoas tenham incorrido numa penalidade por infracção ao regulamento do trânsito. Comunicarão entre si do mesmo modo as informações que possam servir para estabelecer a identidade do proprietário ou da pessoa em cujo nome estiver matriculado qualquer veículo estrangeiro que tenha ocasionado um acidente grave.

CAPÍTULO VI

Disposições aplicáveis aos velocípedes em trânsito internacional

ARTIGO 26

Os velocípedes devem estar equipados com os dispositivos seguintes:

- a) Pelo menos um travão eficiente;
- b) Um aparelho avisador sonoro constituído por uma campainha que possa ser ouvida a distância suficiente, com exclusão de qualquer outro avisador sonoro;
- c) Uma luz branca ou amarela dirigida para a frente, assim como uma luz vermelha ou um dispositivo reflector dirigido para a retaguarda, desde o cair do dia e durante a noite, ou quando as condições atmosféricas o exigirem.

CAPÍTULO VII

Cláusulas finais

ARTIGO 27

1. A presente Convenção estará aberta, até 31 de Dezembro de 1949, à assinatura de todos os Estados Membros das Nações Unidas e de todos os Estados convidados para participar na Conferência sobre transportes rodoviários e transportes automóveis, celebrada em Genebra em 1949.

2. A presente Convenção será ratificada. Os instrumentos de ratificação serão depositados na Secretaria-Geral das Nações Unidas.

3. A partir de 1 de Janeiro de 1950 os Estados mencionados no parágrafo 1 deste artigo que não tiverem assinado a presente Convenção, assim como qualquer Estado designado para este feito pelo Conselho Económico e Social, poderão aderir à presente Convenção. Esta estará também aberta à adesão em nome de qualquer território sob tutela confiado à administração das Nações Unidas.

4. A adesão far-se-á por meio de depósito de um instrumento de adesão na Secretaria-Geral das Nações Unidas.

ARTIGO 28

1. Qualquer Estado, no momento da assinatura, ratificação ou adesão, ou em qualquer outro momento ulterior, poderá declarar, por notificação dirigida ao secretário-geral das Nações Unidas, que as disposições da presente Convenção serão aplicadas a qualquer território de cujas relações internacionais tenha a responsabilidade. Estas disposições tornar-se-ão aplicáveis no ou nos territórios designados na referida notificação trinta dias depois da data da recepção desta pelo secretário-geral das Nações Unidas, ou, se a Convenção ainda não tiver entrado em vigor, no momento da sua entrada em vigor.

2. Quando as circunstâncias o permitirem todos os Estados Contratantes se comprometem a tomar o mais depressa possível as medidas necessárias para tornar a aplicação da presente Convenção extensiva aos territórios de cujas relações internacionais tiverem a responsabilidade, sob reserva de consentimento dos Governos desses territórios, se assim o exigirem razões constitucionais.

3. Qualquer Estado que tiver feito uma declaração em conformidade com as disposições do parágrafo 1 do presente artigo, a respeito da aplicação da presente Convenção num território de cujas relações internacionais tenha a responsabilidade, poderá declarar ulteriormente, em qualquer momento, por notificação dirigida ao secretário-geral, que a presente Convenção cessará de ser aplicável no território designado na notificação. A Convenção deixará de ser aplicável no território mencionado um ano depois da data da notificação.

ARTIGO 29

A presente Convenção entrará em vigor no trigésimo dia seguinte à data do depósito do quinto instrumento de ratificação ou adesão. Relativamente a cada Estado que a ratificar ou a ela aderir depois dessa data, a presente Convenção entrará em vigor no trigésimo dia seguinte ao depósito do instrumento de ratificação ou adesão desse Estado.

O secretário-geral das Nações Unidas notificará a data da entrada em vigor da presente Convenção a todos os Estados signatários ou aderentes, assim como aos demais Estados convidados para participar na Conferência das Nações Unidas sobre transportes rodoviários e transportes automóveis.

ARTIGO 30

A presente Convenção, nas relações entre as Partes Contratantes revoga e substitui a Convenção internacional relativa ao trânsito automóvel e a Convenção internacional relativa ao trânsito rodoviário, assinadas em Paris, em 24 de Abril de 1926, assim como a Convenção sobre a regulamentação do trânsito automóvel interamericano, aberta à assinatura em Washington, a 15 de Dezembro de 1943.

ARTIGO 31

1. Qualquer emenda à presente Convenção proposta por um Estado Contratante será comunicada ao secretário-geral das Nações Unidas, que transmitirá o respectivo texto a todos os Estados Contratantes, pedindo-lhes ao mesmo tempo que participem dentro do prazo de quatro meses:

a) Se desejam que se convoque uma conferência para estudar a emenda proposta;

b) Ou se entendem aceitar a emenda proposta sem que se reúna uma conferência;

c) Ou se entendem rejeitar a emenda proposta sem convocação duma conferência.

A emenda proposta também deverá ser transmitida pelo secretário-geral a todos os Estados não Contratantes que tenham sido convidados a participar na Conferência das Nações Unidas sobre transportes rodoviários e transportes automóveis.

2. O secretário-geral convocará uma conferência dos Estados Contratantes para estudar a emenda proposta, no caso de a convocação de uma conferência ser pedida:

a) Por uma quarta parte, pelo menos, dos Estados Contratantes, quando se tratar de emenda que diga respeito às partes da Convenção que não sejam os anexos;

b) Por uma terça parte, pelo menos, dos Estados Contratantes, quando se tratar de emenda que diga respeito a um anexo que não seja nem o anexo 1 nem o anexo 2;

c) Quando se tratar dos anexos 1 e 2, por uma terça parte, pelo menos, dos Estados ligados pelo anexo para o qual a emenda é proposta.

O secretário-geral convidará para essa conferência os Estados que, além dos Estados Contratantes, tenham sido convidados para participar na Conferência das Nações Unidas sobre transportes rodoviários e transportes automóveis, ou cuja presença o Conselho Económico e Social entender desejável.

Estas disposições não se aplicarão quando uma emenda à Convenção tiver sido adoptada em conformidade com as disposições do parágrafo 5 do presente artigo.

3. Qualquer emenda à presente Convenção que for adoptada pela conferência pela maioria de dois terços será comunicada a todos os Estados Contratantes para aceitação. Noventa dias depois da sua aceitação por dois terços dos Estados Contratantes, qualquer emenda à Convenção, que não seja emenda aos anexos 1 e 2, entrará em vigor para todos os Estados Contratantes, com excepção daqueles que, antes da data da sua entrada em vigor, declararem que não a adoptam.

Para entrada em vigor de qualquer emenda nos anexos 1 e 2, a maioria exigida será de dois terços dos Estados ligados pelo anexo emendado.

4. Quando adoptar uma emenda à presente Convenção, que não seja emenda aos anexos 1 e 2, a conferência poderá decidir, por maioria de dois terços, que essa emenda é de tal natureza que qualquer Estado Contratante que tiver declarado não a aceitar e que não a aceite dentro do prazo de doze meses, após a sua entrada em vigor, deixará de ser parte na Convenção quando expirar este prazo.

5. No caso de dois terços, pelo menos, dos Estados Contratantes informarem o secretário-geral, de conformidade com a alínea b) do parágrafo 1 do presente artigo, que entendem aceitar a emenda sem que se reúna uma conferência, o secretário-geral comunicará essa decisão a todos os Estados Contratantes. A emenda terá efeito num prazo de noventa dias, a contar dessa comunicação, relativamente a todos os Estados Contratantes, com excepção dos Estados que, dentro desse prazo, comunicarem ao secretário-geral que a ela se opõem.

6. Quanto às emendas aos anexos 1 e 2 e às emendas não mencionadas no parágrafo 4 do presente artigo, a disposição original continuará em vigor relativamente a qualquer Estado Contratante que tiver feito a declaração prevista no parágrafo 3 ou a oposição prevista no parágrafo 5.

7. O Estado Contratante que tiver feito a declaração prevista no parágrafo 3 do presente artigo ou que tiver feito oposição a uma emenda, de conformidade com as disposições do parágrafo 5 do presente artigo, poderá em qualquer momento retirar essa declaração ou essa oposição, por meio de comunicação ao secretário-geral. A emenda terá efeito relativamente a esse Estado a partir da recepção dessa comunicação pelo secretário-geral.

ARTIGO 32

A presente Convenção poderá ser denunciada por meio de aviso com um ano de antecedência ao secretário-geral das Nações Unidas, que comunicará essa denúncia a todos os Estados signatários e aderentes. Ao expirar este prazo de um ano a Convenção deixará de estar em vigor para o Estado Contratante que a tiver denunciado.

ARTIGO 33

Qualquer controvérsia entre dois ou mais Estados Contratantes, quanto à interpretação ou à aplicação da presente Convenção, que as partes não tiverem podido resolver por meio de negociações ou por outro modo de solução, poderá ser apresentada, a requerimento de qualquer dos Estados Contratantes interessados, ao Tribunal Internacional de Justiça para ser resolvida por este.

ARTIGO 34

Nenhuma disposição da presente Convenção deverá ser interpretada no sentido de que proíbe a um Estado Contratante tomar as medidas compatíveis com as disposições da

Carta das Nações Unidas e limitadas às exigências da situação que entender necessárias para garantir a sua segurança exterior ou interior.

ARTIGO 35

1. Além das notificações previstas no artigo 29 e nos parágrafos 1, 3 e 5 do artigo 31, assim como no artigo 32, o secretário-geral comunicará aos Estados mencionados no parágrafo 1 do artigo 27:

a) As declarações pelas quais os Estados Contratantes excluem o anexo 1, o anexo 2 ou ambos da aplicação da Convenção, de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2;

b) As declarações pelas quais um Estado Contratante notifica a sua decisão de estar ligado pelo anexo 1, pelo anexo 2 ou por ambos, de conformidade com o parágrafo 2 do artigo 2;

c) As assinaturas, ratificações e adesões em virtude do artigo 27;

d) As notificações a respeito da aplicação territorial da Convenção, em execução do artigo 28;

e) As declarações pelas quais os Estados aceitem as emendas à Convenção, de conformidade com o parágrafo 3 do artigo 31;

f) A oposição às emendas à Convenção notificada pelos Estados ao secretário-geral, de conformidade com o parágrafo 5 do artigo 31;

g) A data de entrada em vigor das emendas à Convenção, de conformidade com os parágrafos 3 e 5 do artigo 31;

h) A data em que um Estado tiver cessado de ser parte na Convenção, de conformidade com o parágrafo 4 do artigo 31;

i) A retirada da oposição a uma emenda, em virtude do parágrafo 7 do artigo 31;

j) A lista dos Estados ligados pelas emendas à Convenção;

k) As denúncias da Convenção, de conformidade com o artigo 32;

l) As declarações de que a Convenção cessou de ser aplicável a um território, de conformidade com o parágrafo 3 do artigo 28;

m) As notificações a respeito de letras distintivas feitas pelos Estados, de conformidade com as disposições do parágrafo 3 do anexo 4.

2. O original da presente Convenção será depositado na Secretaria-Geral das Nações Unidas, que transmitirá cópias devidamente certificadas aos Estados mencionados no parágrafo 1 do artigo 27.

3. O secretário-geral está autorizado a registar a presente Convenção no momento da sua entrada em vigor.

Em fé do que os representantes abaixo designados, depois de terem comunicado os seus plenos poderes, que foram achados em boa e devida forma, assinaram a presente Convenção.

Feito em Genebra, num único exemplar, em línguas inglesa e francesa, fazendo fé igualmente os dois textos, aos 19 de Setembro de 1949.

Afganistão:

Albânia:

Argentina:

Austrália:

Áustria:

Herman Dahlen.

Bélgica:

F. Blondeel.

Bolívia:

Brasil:

Bulgária:

Birmânia:

República Socialista Soviética da Bielorrússia:

Canadá:

Chile:

China:

Colômbia:

Costa Rica:

Cuba:

Checoslováquia:

(Excluindo da aplicação da Convenção o anexo 2, de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2 da presente Convenção).

V. Outrata. — 28 de Dezembro de 1949.

Dinamarca:

K. Bang.

A. Blom-Andersen.

(Sob reserva de uma declaração, feita de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2 da presente Convenção, a qual exclui o anexo 1 da aplicação desta).

República Dominicana:

T. F. Franco.

(Declarando excluir da aplicação da Convenção os anexos 1 e 2, de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2, e renovando a reserva sobre o parágrafo 2 do artigo 1 da presente Convenção, formulada anteriormente em sessão plenária).

Equador:

Egipto:

A. K. Safwat.

Salvador:

Etiópia:

Finlândia:

França:

Lucien Hubert.

(Com referência ao anexo 6, secção IV, alínea b), o Governo Francês declara que não pode admitir mais de um único reboque atrás de um veículo tractor e que não permitirá que um veículo articulado arraste um reboque). — *L. H.*

Grécia:

Guatemala:

Haiti:

Honduras:

Hungria:

Islândia:

Índia:

N. Raghavan Pillai.

(Sob reserva de uma declaração, feita de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2 da presente Convenção, a qual exclui os anexos 1 e 2 da aplicação desta).

Irão:

Iraque:

Irlanda:

Israel:

M. Kahany.

M. Lubarsky

Itália:

M. Enrico Mellini.

Líbano:

Sob reserva de ratificação:

J. Mikaoui.

Libéria:

Luxemburgo:

R. Logelin.

México:

Países Baixos:

J. J. Oyevaar.

Nova Zelândia:

Nicarágua:

Noruega:

Axel Ronning.

(Sob reserva de uma declaração, feita de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2 da presente Convenção, a qual exclui o anexo 1 da aplicação desta).

Paquistão:

Panamá:

Paraguai:

Peru:

Filipinas:

Rodolfo Maslog.

(Sob reserva de uma declaração, feita de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2 da presente Convenção, a qual exclui o anexo 1 da aplicação desta).

Polónia:

Portugal:

Roménia:

Arábia Saudita:

Suécia:

Gösta Hall.

(Sob reserva de uma declaração, feita de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2 da presente Convenção, a qual exclui o anexo 1 da aplicação desta).

Suíça:

Heinrich Rothmund.

Robert Plumez.

Paul Gottret.

Síria:

Tailândia:

Transjordânia:

Turquia:

República Socialista Soviética da Ucrânia:

União Sul-Africana:

H. Brune.

(Sob reserva de uma declaração, feita de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2 da presente Convenção, a qual exclui os anexos 1 e 2 da aplicação desta).

União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:

Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

C. A. Birchirell.

(Tida em conta a reserva sobre o artigo 26, mencionado no parágrafo 7, alínea d), da Acta Final da Conferência sobre transportes rodoviários e transportes automóveis, e sob reserva de uma declaração, feita de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 2 da presente Convenção, a qual exclui os anexos 1 e 2 da aplicação desta).

Estados Unidos da América:

Henry H. Kelly.

Herbert S. Fairbank.

Uruguai:

Venezuela:

Iémene:

Jugoslávia:

Ljub. Komnenovic.

ANEXO 1

Disposição adicional relativa à definição dos veículos automóveis e dos velocípedes

Não se consideram como veículos automóveis os velocípedes com motor térmico auxiliar de 50 cm³ (3,05 polegadas cúbicas) de cilindrada máxima, desde que mantenham, quanto à estrutura, todas as características normais dos velocípedes.

ANEXO 2

Prioridade

1. Quando dois veículos se aproximarem simultaneamente dum cruzamento ou entroncamento por estradas em que uma delas não goze de prioridade em relação à outra, o veículo que vier pela esquerda, nos países onde o sentido de trânsito é pela direita, ou pela direita, nos países onde o sentido de trânsito é pela esquerda, deverá ceder passagem ao outro veículo.

2. O direito de prioridade de passagem não se aplicará necessariamente aos carros eléctricos e comboios que transitam por estrada.

ANEXO 3

Número de matrícula dos veículos em trânsito internacional

1. O número de matrícula de um veículo deve ser formado por algarismos ou por algarismos e letras. Os algarismos deverão ser algarismos árabes, como os usados nos documentos das Nações Unidas; as letras deverão ser em caracteres latinos. Todavia, será permitido empregar outros algarismos e caracteres, desde que as menções sejam repetidas nos algarismos e caracteres indicados acima.

2. O número deve ser legível a uma distância de 20 m (65 pés) durante o dia e com tempo claro.

3. No caso de o número de matrícula ser indicado numa placa especial, esta deverá ser fixada em posição vertical ou quase e perpendicularmente ao plano longitudinal de simetria do próprio veículo. Quando o número está fixado ou pintado sobre o próprio veículo, é necessário que o esteja sobre uma superfície vertical ou quase da parte posterior do veículo.

4. O número de matrícula colocado na parte posterior do veículo deve ser iluminado conforme é prescrito no anexo 6.

ANEXO 4

Sinal distintivo dos veículos em trânsito internacional

1. O sinal distintivo deverá ser formado por uma a três letras em caracteres latinos maiúsculos. As letras terão uma altura mínima de 80 mm (3,1 polegadas) e os seus traços uma espessura mínima de 10 mm (0,4 polegadas). As letras serão pintadas em negro sobre um fundo branco de forma elíptica com o eixo principal horizontal.

2. Se o sinal distintivo for composto por três letras, as dimensões mínimas da elipse serão 240 mm (9,4 polegadas) de largura por 145 mm (5,7 polegadas) de altura. Estas dimensões poderão ser reduzidas para 175 mm (6,9 polegadas) de largura por 115 mm (4,5 polegadas) de altura, se o sinal for composto por menos de três letras.

Quanto aos sinais distintivos dos motociclos, as dimensões da elipse podem reduzir-se para 175 mm (6,9 polegadas) de largura por 115 mm (4,5 polegadas) de altura, quer o sinal seja composto por uma, duas ou três letras.

3. As letras distintivas para os diferentes Estados e territórios são as seguintes (*):

Austrália	AUS
Áustria	A
Bélgica	B
Congo Belga	CB
Bulgária	BG
Chile	RCH
Checoslováquia	CS
Dinamarca	DK
França	F
Argélia, Tunísia, Marrocos e Índia Francesa	F
Sarre	SA
Índia	IND
Irão	IR
Israel	IL
Itália	I
Líbano	RL
Luxemburgo	L
Países Baixos	NL
Noruega	N
Filipinas	PI
Polónia	PL
Suécia	S
Suíça	CH
Turquia	TR
União Sul-Africana	ZA
Reino Unido	GB
Alderney	GBA
Guernesey	GBG
Jérsia	GBJ
Adem	ADN
Bahamas	BS
Basutolândia	BL
Bechuanalândia	BP
Honduras Britânicas	BH
Chipre	CY
Gâmbia	WAG
Gibraltar	GBZ
Costa do Ouro	WAC
Hong-Kong	HK
Jamaica	JA
Johore	JO
Kedah	KD
Kelantan	KL
Quénia	EAK
Labuan	SS
Malaca	SS
Federação Malaia (Negri-Sembilan, Pahang, Perak, Selangor)	FM
Malta	GBY
Ilha Maurícia	MS
Nigéria	WAN
Rodésia do Norte	NR
Niassalândia	NP
Penang	SS
Perlis	PS
Província Wellesley	SS
Seychelles	SY

Serra Leoa	WAL
Somália Britânica	SP
Rodésia do Sul	SR
Suazilândia	SD
Tanganhica	EAT
Trengganu	TU
Trindade	TD
Uganda	EAU
Ilha do Vento:	
Granada	WG
Santa Lúcia	WL
São Vicente	WV
Zanzibar	EAZ
Estados Unidos da América	USA
Jugoslávia	YU

No momento de assinar ou ratificar a presente Convenção, ou de a ela aderir, qualquer Estado que não o tiver feito anteriormente deverá comunicar ao secretário-geral as letras distintivas que tiver escolhido.

4. No caso de o sinal distintivo ser colocado sobre uma placa especial, esta deve ser fixada numa posição vertical ou quase e perpendicularmente ao plano longitudinal de simetria do veículo. No caso de o sinal ser colocado ou pintado sobre o próprio veículo, é necessário que o seja sobre uma superfície vertical ou quase da parte posterior do veículo.

ANEXO 5

Marcas de identificação dos veículos em trânsito internacional

1. As marcas de identificação compreendem:

a) Para os veículos automóveis:

i) O nome ou a marca do construtor do veículo;

ii) Sobre o quadro ou, na falta deste, sobre a caixa, o número de fabricação ou o número de série do construtor;

iii) Sobre o motor, o número de fabricação do motor, quando tal número seja apostado pelo construtor;

b) Para os reboques, quer as indicações mencionadas em i) e ii), quer uma marca de identificação atribuída ao reboque pela autoridade competente.

2. As marcas mencionadas acima devem colocar-se em pontos acessíveis e ser facilmente legíveis; além disso, deverão ser de difícil supressão ou modificação.

ANEXO 6

Condições técnicas relativas ao equipamento dos veículos automóveis e dos reboques em trânsito internacional

I. Travões

a) *Travões dos veículos automóveis que não sejam motociclos com ou sem carro:*

Todos os veículos automóveis devem ser equipados com travões que permitam dominar o seu movimento e fazê-los deter de maneira segura, rápida e eficiente, quaisquer que sejam as condições de carregamento e o declive ascendente ou descendente no qual o veículo se encontrar.

A travagem deve poder exercer-se por dois dispositivos construídos de tal modo que qualquer deles seja capaz, no caso de um falhar, de deter o veículo dentro duma distância razoável.

* Os Estados mencionados a seguir comunicaram as suas letras distintivas ao secretário-geral depois do encerramento da Conferência:

República Dominicana	DOM
Nicarágua	NIC

No presente texto chamar-se-á «travão de serviço» a um destes dispositivos e «travão de estacionamento» ao outro.

O travão de estacionamento deve poder ficar bloqueado, mesmo na ausência do condutor, por um dispositivo de acção puramente mecânica.

As rodas travadas por cada um dos dispositivos devem estar repartidas simetricamente em relação ao plano longitudinal de simetria.

As superfícies travadas devem estar constantemente ligadas às rodas, de modo que só momentaneamente seja possível separá-las destas, em particular por meio duma embraiagem, caixa de velocidades ou roda livre.

Pelo menos um dos dispositivos deve actuar sobre superfícies travadas fixas às rodas rigidamente ou por meio de peças não sujeitas a rotura.

b) Travões dos reboques:

Qualquer reboque cujo peso bruto autorizado ultrapasse 750 kg (1650 libras) deve estar equipado com, pelo menos, um dispositivo de travagem que actue sobre rodas repartidas simetricamente em relação ao plano longitudinal de simetria do veículo e sobre metade, pelo menos, do número de rodas.

As disposições da alínea precedente, no entanto, são aplicáveis aos reboques cujo peso bruto autorizado não ultrapasse 750 kg (1650 libras), mas seja superior a metade da tara do veículo tractor.

O dispositivo de travagem dos reboques cujo peso bruto autorizado ultrapasse 3500 kg (7700 libras) deve poder ser accionado pelo comando do travão de serviço do veículo tractor; quando o peso bruto autorizado do reboque não exceder 3500 kg (7700 libras) o seu dispositivo de travagem poderá ser accionado pelo encosto do reboque ao veículo tractor (travagem por inércia).

O dispositivo de travagem deve ser capaz de impedir a rotação das rodas do reboque quando este não estiver atrelado.

Os reboques equipados com travões devem ter um dispositivo que assegure automaticamente a paragem, no caso de rotura da atrelagem. Esta disposição não é aplicável aos reboques de campismo com duas rodas nem aos reboques leves para bagagens com peso superior a 750 kg (1650 libras), desde que esses reboques estejam equipados, além da atrelagem principal, com uma ligação secundária, que pode ser constituída por uma cadeia ou um cabo.

c) Travões dos veículos articulados e das combinações de veículos automóveis e reboques:

i) Veículos articulados:

As disposições do parágrafo a) acima são aplicáveis a todos os veículos articulados. O semi-reboque deve ter pelo menos um dispositivo de travagem, accionado quando se aplica o travão de serviço do veículo tractor, desde que o seu peso bruto autorizado exceda 750 kg (1650 libras).

O dispositivo de travagem do semi-reboque, além disso, deve ser capaz de impedir a rotação das rodas quando aquele estiver desatrelado.

A regulamentação nacional poderá determinar que os semi-reboques equipados com travões tenham um dispositivo de travagem que assegure automaticamente a paragem, no caso de rotura da atrelagem.

ii) Combinações de veículos automóveis e reboques:

As combinações formadas por um veículo automóvel e um ou mais reboques devem estar equipadas com travões capazes de dominar o seu movimento e de o deter de maneira

segura, rápida e eficiente, quaisquer que sejam as condições de carregamento e o declive ascendente ou descendente sobre o qual o veículo se encontrar.

d) Travões dos motociclos com ou sem carro:

Os motociclos devem ser equipados com dois dispositivos de travagem, accionáveis com a mão ou com o pé, capazes de dominar o seu movimento e de o deter de maneira segura, rápida e eficiente.

II. Iluminação

a) Todos os veículos automóveis, excepto os motociclos com ou sem carro, cuja velocidade em terreno horizontal possa exceder 20 km (12 milhas) por hora devem ser equipados com, pelo menos, dois faróis de estrada brancos ou amarelos, colocados na parte dianteira do veículo, capazes de iluminar eficientemente a estrada, de noite e por tempo claro, numa distância de, pelo menos, 100 m (325 pés) na frente do veículo.

b) Todos os veículos automóveis, excepto os motociclos com ou sem carro, cuja velocidade em terreno horizontal possa exceder 20 km (12 milhas) por hora devem ser equipados com duas luzes de cruzamento brancas ou amarelas, colocadas na parte dianteira do veículo, capazes de, em caso de necessidade, iluminar eficientemente a estrada, de noite e por tempo claro, numa distância de, pelo menos, 30 m (100 pés) na frente do veículo, sem encandear os outros usuários da estrada, qualquer que seja o sentido do trânsito.

As luzes do cruzamento devem usar-se, em vez dos faróis de estrada, em qualquer circunstância em que seja necessário ou obrigatório não encandear os outros usuários da estrada.

c) Todos os motociclos, com ou sem carro, devem estar equipados com, pelo menos, um farol de estrada e uma luz de cruzamento, conformes com as estipulações das alíneas a) e b) acima. Todavia, os motociclos equipados com um motor até 50 cm³ (3,05 polegadas cúbicas) de cilindrada máxima podem ser dispensados desta obrigação.

d) Todos os veículos automóveis, com excepção dos motociclos sem carro, devem ser equipados com duas luzes de posição brancas na parte dianteira. Essas luzes devem ser visíveis, de noite e por tempo claro, a uma distância de 150 m (500 pés) à frente do veículo, sem encandear os outros usuários da estrada.

A parte da superfície iluminante destas luzes mais afastada do plano longitudinal de simetria do veículo deve ficar o mais perto possível, e em qualquer caso a menos de 400 mm (16 polegadas), dos bordos exteriores do veículo.

As luzes de posição devem estar iluminadas, durante a noite, sempre que o uso dessas luzes é obrigatório, e ao mesmo tempo que as luzes do cruzamento se nenhum ponto da superfície iluminante destas se encontra a menos de 400 mm (16 polegadas) dos bordos exteriores do veículo.

e) Todos os veículos automóveis e todos os reboques colocados no final duma combinação de veículos devem ser equipados na parte traseira com, pelo menos, uma luz vermelha, visível, de noite e por tempo claro, a uma distância de 150 m (500 pés) da parte traseira do veículo.

f) O número de matrícula da parte traseira de qualquer veículo automóvel ou reboque deve poder ser iluminado de noite de modo a ser legível por tempo claro a uma distância de, pelo menos, 20 m (65 pés) da parte traseira do veículo.

g) A luz ou luzes vermelhas da parte traseira e a luz do número de matrícula da parte traseira devem acender-se ao mesmo tempo que qualquer das seguintes: luzes de posição, luzes de cruzamento ou faróis de estrada.

h) Todos os veículos automóveis, com excepção dos motociclos sem carro, devem ser equipados com dois dispositivos reflectores vermelhos, de preferência de forma não triangular, colocados na parte traseira do veículo e simetricamente de cada lado. O bordo exterior de cada um desses dispositivos reflectores deve ficar o mais perto possível, e em qualquer caso a menos de 400 m (16 polegadas), dos bordos extremos do veículo. Os dispositivos reflectores podem ser incorporados nas luzes vermelhas da parte traseira, se estas satisfizerem as condições acima. Estes dispositivos reflectores deverão ser visíveis, de noite e por tempo claro, a uma distância de, pelo menos, 100 m (325 pés), quando forem iluminados por dois faróis de estrada.

i) Todos os motociclos sem carro devem ser equipados com um dispositivo reflector vermelho, de preferência de forma não triangular, colocado na parte traseira do veículo, incorporado ou não na luz vermelha da parte traseira e satisfazendo a condição de visibilidade determinada na alínea k) acima.

j) Todos os reboques e todos os veículos articulados devem ser equipados com dois dispositivos reflectores vermelhos, de preferência de forma triangular, colocados na parte traseira do veículo e simetricamente de cada lado. Estes dispositivos reflectores devem ser visíveis, de noite e por tempo claro, a uma distância de 100 m (325 pés), pelo menos, quando forem iluminados por dois faróis de estrada.

Quando os dispositivos reflectores forem de forma triangular, o triângulo será equilátero, com 150 mm (6 polegadas) de lado, pelo menos, e com um vértice dirigido para cima. A extremidade exterior do lado horizontal do triângulo deve ficar o mais perto possível, e em qualquer caso a menos de 400 mm (16 polegadas), dos bordos exteriores do veículo.

k) Todos os veículos automóveis, com excepção dos motociclos, e todos os reboques colocados na parte traseira de uma combinação de veículos devem estar equipados na parte traseira com uma luz de paragem, pelo menos, de cor vermelha ou alaranjada. Esta luz deve acender-se quando entrar em serviço o travão de serviço do automóvel. Se a luz de paragem é de cor vermelha, a sua intensidade luminosa deve ser superior à da luz vermelha da parte traseira, se estiver agrupada com esta ou se com esta estiver incorporada. A luz de paragem não será obrigatória nos reboque e semi-reboques cujas dimensões forem tais que permitam que continue visível a luz de paragem do veículo tractor.

l) Quando um veículo automóvel está equipado com indicadores de direcção, estes devem pertencer a um dos tipos seguintes:

- i) Braço móvel que se projecte de cada lado do veículo e que se ilumine com uma luz fixa de cor alaranjada quando o braço estiver em posição horizontal;
- ii) Uma luz intermitente de cor alaranjada, colocada em cada um dos lados do veículo;
- iii) Uma luz intermitente, colocada em cada lado das partes dianteira e traseira do veículo, branca ou alaranjada a da parte dianteira, vermelha ou alaranjada a da parte traseira;

m) Nenhuma luz deve ser intermitente, excepto os indicadores de direcção.

n) Se um veículo está equipado com várias luzes da mesma natureza, estas devem ser da mesma cor, e, com excepção dos motociclos com carro, duas delas devem estar colocadas simetricamente em relação ao plano longitudinal de simetria.

o) Podem incorporar-se várias luzes no mesmo dispositivo de iluminação, desde que cada uma delas corresponda às condições acima que lhe forem aplicáveis.

III. Outras disposições

a) *Aparelho de direcção:*

Todos os automóveis devem ser equipados com um aparelho de direcção robusto que permita ao veículo virar de modo fácil, rápido e seguro.

b) *Espelho retrovisor:*

Todos os automóveis devem estar equipados com, pelo menos, um aparelho retrovisor de dimensões suficientes, disposto de modo que o condutor possa, do seu assento, observar a estrada para a parte traseira do veículo. Todavia, esta disposição não é obrigatória para os motociclos com ou sem carro.

c) *Dispositivos de advertência:*

Todos os veículos automóveis devem estar equipados com, pelo menos, um dispositivo de advertência sonoro de potência suficiente, desde que não sejam campainhas, gongos, se- reias ou outros aparelhos de sonoridade estridente.

d) *Limpadores de pára-brisas:*

Todos os automóveis com pára-brisas devem ser equipados com, pelo menos, um limpador de pára-brisas eficiente, cujo funcionamento não exija a intervenção constante do condutor. Todavia, este acessório não será obrigatório para os motociclos com ou sem carro.

e) *Pára-brisas:*

Os pára-brisas devem ser constituídos por um produto inalterável, perfeitamente transparente e que não produza estilhaços cortantes no caso de quebrar. Os objectos vistos por transparência não devem aparecer deformados.

f) *Dispositivo de marcha atrás:*

Todos os automóveis devem ser equipados com um dispositivo de marcha atrás manejável do lugar do condutor, quando o peso em vazio do veículo exceder 400 kg (900 libras).

g) *Dispositivo de escape silencioso:*

Para evitar os ruídos excessivos ou anormais, todos os veículos automóveis devem ser equipados com um dispositivo de escape silencioso, de funcionamento constante e cujo funcionamento o condutor não possa interromper na estrada.

h) *Pneumáticos:*

As rodas dos veículos automóveis e dos seus reboques devem ter revestimentos pneumáticos ou de qualquer outro sistema equivalente quanto à elasticidade.

i) *Dispositivo para impedir que um veículo derive numa rampa:*

Todos os automóveis cujo peso bruto exceder 3500 kg (7700 libras) no máximo autorizado, quando transitarem numa região montanhosa dum país cuja regulamentação nacional o exigir, devem ser equipados com um dispositivo, tal como um calço ou cunha, capaz de impedir que o veículo derive para a frente ou para trás.

j) *Disposições gerais:*

i) Na medida do possível, os órgãos mecânicos e os aparelhos acessórios do veículo automóvel não devem fazer correr perigo de incêndio ou explosão, nem produzir gases nocivos, odores ou ruídos incómodos, nem oferecer perigo em caso de colisão.

ii) Todos os automóveis devem ser construídos de modo que o campo de visibilidade do condutor, para diante, para a direita e para a esquerda, seja suficiente para que este possa conduzir com segurança.

iii) As disposições relativas a travagem e iluminação não se aplicam às viaturas de inválidos que estiverem equipadas, em matéria de travagem e iluminação, de conformidade com a regulamentação do país de matrícula. Para aplicação da presente alínea, o termo «viatura de inválido» designa um veículo automóvel cujo peso em vazio não exceda 300 kg (700 libras) e cuja velocidade não ultrapasse 30 km (19 milhas) por hora, especialmente concebido e construído (e não simplesmente adaptado) para uso duma pessoa que sofra de qualquer incapacidade ou defeito físico, e que seja normalmente utilizado por uma pessoa nessas condições.

IV. Combinações de veículos

a) Uma «combinação de veículos» pode compor-se de um veículo tractor e um ou dois reboques. Um veículo articulado pode arrastar um reboque, mas, se esse veículo articulado se utiliza no transporte de pessoas, o reboque não pode ter mais de um eixo nem pode transportar pessoas.

b) Todavia, qualquer Estado Contratante poderá indicar que só admitirá um único reboque arrastado por um veículo tractor e que não permitirá que um veículo articulado arraste um reboque. Também poderá indicar que não permitirá que veículos articulados transportem passageiros.

V. Disposições transitórias

As disposições das partes I e II e do parágrafo e) da parte III, ao expirar o prazo de dois anos a contar da entrada em vigor da presente Convenção, serão aplicáveis aos veículos automóveis matriculados pela primeira vez depois dessa data, assim como aos reboques que arrastem. Este prazo será de cinco anos para os veículos automóveis cuja primeira matrícula for anterior à data de expiração do prazo de dois anos indicado acima, assim como para os reboques que arrastem.

Durante estes prazos aplicar-se-ão as seguintes disposições:

a) Todos os veículos automóveis devem ser equipados, quer com dois sistemas de travagem independentes um do outro, quer com um sistema accionado por dois comandos independentes um do outro, no qual uma das partes possa actuar mesmo no caso de a outra falhar, devendo ser qualquer dos sistemas suficientemente eficaz e de acção rápida;

b) Todos os veículos automóveis que transitarem isoladamente, durante a noite e a partir do cair do dia, devem ter na frente pelo menos duas luzes brancas, colocadas uma à esquerda e outra à direita, e devem ter atrás uma luz vermelha.

Todavia, nos motociclos de duas rodas sem carro o número de luzes na frente pode reduzir-se a um;

c) Todos os veículos automóveis devem também ser equipados com um ou vários dispositivos que permitam iluminar eficazmente a estrada em frente, numa distância suficiente, a não ser que as luzes brancas acima mencionadas preencham esta condição.

Se o veículo pode deslocar-se a velocidade superior a 30 km (19 milhas) por hora, a dita distância não deverá ser inferior a 100 m (325 pés);

d) Os aparelhos de iluminação capazes de causar encandeamento deverão instalar-se de modo que possa suprimir-se o encandeamento quando se cruzarem veículos em direcção contrária, ou em qualquer outra circunstância em que essa

supressão seja conveniente. A supressão do encandeamento, todavia, deve deixar subsistir uma potência luminosa suficiente para iluminar eficazmente a estrada até uma distância de, pelo menos, 25 m (80 pés);

e) Os automóveis com reboque deverão submeter-se às mesmas regras que os automóveis isolados no que respeita à iluminação para a frente; a luz vermelha da traseira deverá ficar na parte traseira do reboque.

Disposições

ANEXO 7

Dimensões e pesos dos veículos em trânsito internacional

1. O presente anexo aplica-se às estradas designadas de conformidade com as condições mencionadas no artigo 23.

2. As dimensões e pesos brutos autorizados nessas estradas, em vazio ou em carga, sob condição de que nenhum veículo deve transportar carga que exceda a carga máxima declarada admissível pela autoridade competente do país de matrícula, serão os seguintes:

	Metros	Pés
a) Largura total	2,50	8,20
b) Altura total	3,80	12,50
c) Comprimento total:		
Automóveis pesados de dois eixos.	10,00	33,00
Veículos de passageiros, de dois eixos	11,00	36,00
Veículos de três eixos ou mais	11,00	36,00
Veículos articulados	14,00	46,00
Combinação de veículos com um só reboque *	18,00	59,00
Combinação de veículos com dois reboques *	22,00	72,00
d) Peso bruto autorizado:	Toneladas métricas	Libras
i) Sobre o eixo mais carregado **.	8,00	17.600
ii) Sobre o duplo eixo mais carregado, sendo a distância entre os dois eixos deste grupo igual ou superior a 1,00 m (40 polegadas) e inferior a 2,00 m (7 pés)	14,50	32.000
iii) Dum veículo, veículo articulado ou outra combinação:		

Distância em metros entre os dois eixos extremos de um veículo isolado, veículo articulado ou qualquer outra combinação:

De 1 a menos de 2	14,50
De 2 a menos de 3	15,00
De 3 a menos de 4	16,25
De 4 a menos de 5	17,50
De 5 a menos de 6	18,75
De 6 a menos de 7	20,00

Peso bruto autorizado, em toneladas métricas, de um veículo isolado, veículo articulado ou qualquer outra combinação:

* As disposições da parte IV do anexo 6 sobre combinações de veículos são também aplicáveis às combinações de veículos que são objecto deste anexo.

** A carga por eixo será definida como a carga total transmitida à estrada por todas as rodas, cujos centros podem estar compreendidos entre dois planos transversais verticais paralelos distantes de 1,00 m (40 polegadas) e abrangendo toda a largura do veículo.

Distância em metros entre os dois eixos extremos de um veículo isolado, veículo articulado ou qualquer outra combinação:

De 7 a menos de 8 . .	21,25
De 8 a menos de 9 . .	22,50
De 9 a menos de 10 . .	23,75
De 10 a menos de 11 . .	25,00
De 11 a menos de 12 . .	26,25
De 12 a menos de 13 . .	27,50
De 13 a menos de 14 . .	28,75
De 14 a menos de 15 . .	30,00
De 15 a menos de 16 . .	31,25
De 16 a menos de 17 . .	32,50
De 17 a menos de 18 . .	33,75
De 18 a menos de 19 . .	35,00
De 19 a menos de 20 . .	36,25

Distância, em pés, entre os dois eixos extremos de um veículo isolado, de um veículo articulado ou de qualquer outra combinação:

De 3 a menos de 7 . .	32.000
De 7 a menos de 8 . .	32.480
De 8 a menos de 9 . .	33.320
De 9 a menos de 10 . .	34.160
De 10 a menos de 11 . .	35.000
De 11 a menos de 12 . .	35.840
De 12 a menos de 13 . .	36.680
De 13 a menos de 14 . .	37.520
De 14 a menos de 15 . .	38.360
De 15 a menos de 16 . .	39.200
De 16 a menos de 17 . .	40.040
De 17 a menos de 18 . .	40.880
De 18 a menos de 19 . .	41.720
De 19 a menos de 20 . .	42.560
De 20 a menos de 21 . .	43.400
De 21 a menos de 22 . .	44.240
De 22 a menos de 23 . .	45.080
De 23 a menos de 24 . .	45.920
De 24 a menos de 25 . .	46.760
De 25 a menos de 26 . .	47.600
De 26 a menos de 27 . .	48.440
De 27 a menos de 28 . .	49.280
De 28 a menos de 29 . .	50.120
De 29 a menos de 30 . .	50.960
De 30 a menos de 31 . .	51.800
De 31 a menos de 32 . .	52.640
De 32 a menos de 33 . .	53.480
De 33 a menos de 34 . .	54.320
De 34 a menos de 35 . .	55.160
De 35 a menos de 36 . .	56.000
De 36 a menos de 37 . .	56.840
De 37 a menos de 38 . .	57.680
De 38 a menos de 39 . .	58.520
De 39 a menos de 40 . .	59.360
De 40 a menos de 41 . .	60.200
De 41 a menos de 42 . .	61.040
De 42 a menos de 43 . .	61.880
De 43 a menos de 44 . .	62.720
De 44 a menos de 45 . .	63.560
De 45 a menos de 46 . .	64.400
De 46 a menos de 47 . .	65.240
De 47 a menos de 48 . .	66.080
De 48 a menos de 49 . .	66.920
De 49 a menos de 50 . .	67.760
De 50 a menos de 51 . .	68.600
De 51 a menos de 52 . .	69.440

Peso bruto autorizado, em toneladas métricas, de um veículo isolado, veículo articulado ou qualquer outra combinação:

Distância, em pés, entre os dois eixos extremos de um veículo isolado, de um veículo articulado ou de qualquer outra combinação:

De 52 a menos de 53 . .	70.280
De 53 a menos de 54 . .	71.120
De 54 a menos de 55 . .	71.960
De 55 a menos de 56 . .	72.800
De 56 a menos de 57 . .	73.640
De 57 a menos de 58 . .	74.480
De 58 a menos de 59 . .	75.320
De 59 a menos de 60 . .	76.160
De 60 a menos de 61 . .	77.000
De 61 a menos de 62 . .	77.840
De 62 a menos de 63 . .	78.680
De 63 a menos de 64 . .	79.520
De 64 a menos de 65 . .	80.360

Peso bruto autorizado, em libras, de um veículo isolado, de um veículo articulado ou de qualquer outra combinação:

iv) Se existir diferença entre os pesos brutos autorizados dos veículos em circulação internacional, segundo são expressos no quadro do subparágrafo iii) em unidades métricas ou em pés e libras, adoptar-se-á o número que permita autorizar o peso bruto mais elevado.

3. Os Estados Contratantes poderão estabelecer acordos regionais em que se determinem pesos brutos autorizados maiores que os da lista. No entanto, recomenda-se que o peso bruto autorizado sobre o eixo mais carregado não ultrapasse 13 toneladas métricas (28 660 libras).

4. Quando qualquer Estado Contratante designar as estradas às quais se aplica o presente anexo indicará as dimensões ou pesos brutos admitidos provisoriamente para o trânsito nas referidas estradas:

a) Quando nelas houver barcaças de passagem, túneis ou pontes que não permitam a passagem de veículos com as dimensões e pesos autorizados pelo presente anexo;

b) Quando a natureza ou as condições dessas estradas exigirem restrições de trânsito de tais veículos.

5. Qualquer Estado Contratante ou subdivisão deste poderá conceder autorizações especiais para o trânsito de veículos ou combinações de veículos cujas dimensões ou peso excedam os limites acima determinados.

6. Qualquer Estado Contratante ou subdivisão deste poderá limitar ou proibir o trânsito de veículos automóveis numa estrada em que se aplique o presente anexo, ou impor restrições quanto ao peso dos veículos que circulem nessa estrada, durante um período limitado, quando, em virtude da sua deterioração, de grandes chuvas, neve, degelo ou outras condições atmosféricas desfavoráveis, a referida estrada possa ser gravemente danificada por veículos de pesos normalmente autorizados.

ANEXO 8

Condições a preencher pelos condutores de veículos automóveis em trânsito internacional

A idade mínima autorizada para a condução de um veículo automóvel nas condições designadas no artigo 24.º da Convenção é de 18 anos.

Todavia, qualquer Estado contratante ou uma das suas subdivisões poderá reconhecer a validade das licenças de condução passadas por outro Estado Contratante a condutores de motociclos e veículos de inválidos com idade inferior a 18 anos.

ANEXO 9

Modelo de licença de condução

Dimensões: 74 × 105 mm. Cor: rosada

1. A licença será redigida na língua ou línguas designadas pelo Estado que a emitir.

2. O título do documento será enunciado na língua ou línguas designadas na nota 1 e será seguido pela sua tradução em francês «Permis de conduire».

3. As indicações manuscritas serão inscritas (ou, pelo menos, repetidas) em caracteres latinos ou em cursivo).

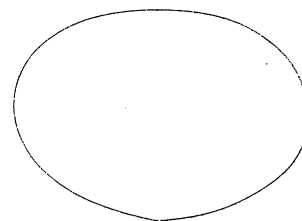
4. As observações adicionais das autoridades competentes do país que tiver emitido a licença não afectarão a circulação internacional.

5. O sinal distintivo definido no anexo 4 figurará na oval.

Páginas exteriores

Espaço reservado para as anotações das autoridades competentes do país que emite a licença, incluindo as que dizem respeito às renovações periódicas.

Nome do país



LICENÇA DE CONDUÇÃO

Páginas interiores

1. Apelido . . . 2. Nomes * . . . 3. Data ** e lugar de nascimento *** . . . 4. Domicílio . . .	Assinatura do titular **** Fotografia : 35 X 45 mm	Mudança de domicílio	Categoria de veículos para os quais a licença é válida	
. Data . . . Assinatura . . .		Selo ou marca da auto- ridade	A Motociclos com ou sem carro, viaturas de inválidos e veículos automóveis de três rodas cujo peso em vazio não exceda 400 kg (900 libras).	Selo ou marca da auto- ridade
. Data . . . Assinatura . . .		Selo ou marca da auto- ridade	B Veículos automóveis destinados ao transporte de pessoas e contendo no máximo oito lugares sentados além do lugar do condutor, ou destinados ao transporte de mercadorias e com um peso bruto autorizado que não exceda 3500 kg (7700 libras). Aos veículos automóveis desta categoria pode atrelar-se um reboque ligeiro.	Selo ou marca da auto- ridade
. Data . . . Assinatura . . .		Selo ou marca da auto- ridade	C Veículos automóveis destinados ao transporte de mercadorias e cujo peso bruto autorizado exceda 3500 kg (7700 libras). Aos veículos automóveis desta categoria pode atrelar-se um reboque ligeiro.	Selo ou marca da auto- ridade
Menções adicionais eventuais das autoridades competentes do país que emitiu a licença.		Selo ou marca da auto- ridade	D Veículos automóveis destinados ao transporte de pessoas e contendo mais de oito lugares sentados, além do lugar do condutor. Aos veículos automóveis desta categoria pode atrelar-se um reboque ligeiro.	Selo ou marca da auto- ridade
5. Passado por . . . 6. Em . . . a . . . de . . . 7. Válido até . . . N.º . . . Assinatura da autoridade:	Selo ou marca da auto- ridade	E Veículos automóveis duma das categorias B, C ou D para a qual o condutor está habilitado, com reboques que não sejam um reboque ligeiro.	Selo ou marca da auto- ridade	

- * Os apelidos do pai ou do marido podem inscrever-se nestel ugar.
 ** Ou a idade aproximada na data da passagem da licença.
 *** Se for conhecido.
 **** Ou a impressão do polegar.

A expressão «peso bruto autorizado» dum veículo designa o peso do veículo em ordem de marcha e da carga máxima.

A expressão «carga máxima» designa o peso da carga declarada admissível pela autoridade competente do país de matrícula do veículo.

Os reboques ligeiros são aqueles cujo peso bruto autorizado não excede 750 kg (1650 libras).

ANEXO 10

Modelo de licença internacional de condução

Dimensões: 105 x 148 mm. Cores: capa, cinzenta; páginas, brancas

As páginas 1 e 2 serão redigidas na língua ou línguas nacionais.

A última página será inteiramente redigida em francês.

As páginas adicionais reproduzirão noutras línguas as indicações da parte 1 da última página. Serão redigidas nas línguas seguintes:

a) A língua ou línguas designadas pelo Estado que passou a licença;

b) Línguas oficiais das Nações Unidas;

c) Outras seis línguas no máximo, à escolha do Estado que passou a licença.

A tradução oficial do texto da licença nas diversas línguas será comunicada ao secretário-geral das Nações Unidas pelos Governos, cada um no que se lhe referir.

As indicações manuscritas serão sempre escritas em caracteres latinos ou em cursivo.

Página 1 (capa)

(Nome do país)

TRÂNSITO AUTOMÓVEL INTERNACIONAL

LICENÇA INTERNACIONAL DE CONDUÇÃO

Convenção sobre Trânsito Rodoviário de 19 de Setembro de 1949

...

Passado a...

em...

1



¹ Assinatura ou selo da autoridade

ou

Assinatura ou selo da associação habilitada pela autoridade

Página 2 (anverso da capa)

A presente licença é válida nos territórios de todos os Estados Contratantes, com excepção do território do Estado Contratante que passou esta licença, durante um ano, a contar do dia em que foi passada, e para a condução dos veículos pertencentes às categorias mencionadas na última página.

(Espaço reservado para uma lista facultativa dos Estados Contratantes).

Entende-se que a presente licença não afecta de maneira alguma a obrigação que tem o portador de se conformar inteiramente, em qualquer país em que transitar, com as leis e regulamentos em vigor relativos a residência e a exercício de profissão.

Última página

(Primeira parte)

(Segunda parte)

Indicações relativas ao condutor:

Apelido 1
 Nomes * 2
 Lugar de nascimento ** 3
 Data do nascimento *** 4
 Domicílio 5

1...
 2...
 3...
 4...
 5...

Categoria de veículos para os quais a licença é válida.

Motociclos com ou sem carro, veículos de inválidos e automóveis de três rodas cujo peso em vazio não exceda 400 kg (900 libras).	A
Veículos automóveis destinados ao transporte de pessoas e contendo no máximo oito lugares sentados, além do lugar do condutor, ou destinados ao transporte de mercadorias e com um peso bruto autorizado que não exceda 3500 kg (7700 libras). Aos veículos automóveis desta categoria pode atrelar-se um reboque ligeiro.	B
Veículos automóveis destinados ao transporte de mercadorias e cujo peso bruto autorizado excede 3500 kg (7700 libras). Aos veículos automóveis desta categoria pode atrelar-se um reboque ligeiro.	C
Veículos automóveis destinados ao transporte de pessoas e contendo mais de oito lugares sentados, além do lugar do condutor. Aos veículos automóveis desta categoria pode atrelar-se um reboque ligeiro.	D
Veículos automóveis das categorias B, C ou D para os quais o condutor está habilitado, com reboques que não sejam um reboque ligeiro.	E

A	Selo ou marca da autoridade
B	Selo ou marca da autoridade
C	Selo ou marca da autoridade
D	Selo ou marca da autoridade
E	Selo ou marca da autoridade

Fotografia

A expressão «peso bruto autorizado» dum veículo designa o peso do veículo em ordem de marcha e da carga máxima.

A expressão «carga máxima» designa o peso da carga declarada

admissível pela autoridade competente do país de matrícula do veículo.

Os reboques ligeiros são aqueles cujo peso bruto autorizado não excede 750 kg (1650 libras).

Assinatura do titular ****

EXCLUSÃO

O titular é privado do direito de conduzir no território de (país) ... em virtude de...



Lugar: ...
 Data: ...

Assinatura:

Se o espaço acima estiver já utilizado, inscrever a exclusão em qualquer outro espaço previsto para o efeito.

Exclusões:
 (países I-VIII)

EXCLUSÕES
 (países)

I ...
 II ...
 III ...
 IV ...

V ...
 VI ...
 VII ...
 VIII ...

* Os nomes do pai e do marido podem escrever-se neste lugar.

** Se for conhecido.

*** Ou a idade aproximada na data da passagem da licença.
 **** Ou a impressão do polegar.

Protocolo relativo aos países ou territórios actualmente ocupados

Nenhuma disposição do capítulo VII da Convenção sobre o trânsito rodoviário deverá ser interpretada no sentido de que se opõe a que o Conselho Económico e Social convide um país ou território actualmente ocupado a aderir à Convenção ou a que a adesão a esta Convenção seja dada por ou em nome de tal país ou território.

Em fé do que os representantes abaixo assinados assinaram o presente Protocolo.

Feito em Genebra, aos 19 de Setembro de 1949, num só original, em línguas inglesa e francesa, fazendo fé ambos os textos. O texto original será depositado na Secretaria-Geral das Nações Unidas, a qual enviará cópias devidamente certificadas a todos os Governos convidados a fazer-se representar na Conferência.

Afganistão:

Albânia:

Argentina:

Austrália:

Áustria:

Bélgica:

F. Blondeel.

Bolívia:

Brasil:

Bulgária:

Birmânia:

República Socialista Soviética da Bielorrússia:

Canadá:

Chile:

China:

Colômbia:

Costa Rica:

Cuba:

Checoslováquia:

Dinamarca:

K. Bang.

A. Blom-Andersen.

República Dominicana:

T. F. Franco.

Equador:

Egipto:

A. K. Safwat.

Salvador:

Etiópia:

Finlândia:

França:

Lucien Hubert.

Grécia:

Guatemala:

Haiti:

Honduras:

Hungria:

Islândia:

Índia:

N. Raghavan Pillai.

Irão:

Iraque:

Irlanda:

Israel:

Itália:

M. Enrico Mellini.

Líbano:

Sob reserva de ratificação:

J. Mikaoui.

Libéria:

Luxemburgo:

R. Logelin.

México:

Países Baixos:

J. J. Oyevaar.

Nova Zelândia:

Nicarágua:

Noruega:

Axel Ronning.

Paquistão:

Panamá:

Paraguai:

Peru:

Filipinas:

Rodolfo Maslog.

Polónia:

Portugal:

Roménia:

Arábia Saudita:

Suécia:

Gösta Hall.

Suíça:

Heinrich Rothmund.

Robert Plumez.

Paul Gottret.

Síria:

Tailândia:

Transjordânia:

Turquia:

República Socialista Soviética da Ucrânia:

União da África do Sul:

H. Brune.

União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:

Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

C. A. Birtchnell.

Estados Unidos da América:

Henry H. Kelly.

Herbert S. Fairbank.

Uruguai:

Venezuela:

Iémene:

Jugoslávia:

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 13 de Novembro de 1954. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *João Pinto da Costa Leite* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *Artur Águedo de Oliveira* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Manuel Maria Sarmiento Rodrigues* — *Fernando Andrade Pires de Lima* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *José Soares da Fonseca.*

(D. G. n.º 254, de 13-11-1954, I Série).